

COLLECTIVITÉS LOCALES

M. Djerad achève sa visite de travail à Tindouf

P.p 3-24

CONSEIL DE LA NATION

Adoption du projet de loi de règlement budgétaire 2017

P. 4

JUSTICE

Ali Haddad condamné à 18 ans de prison ferme, Ouyahia et Sellal à 12 ans de prison ferme

P. 24

RESPECT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LA PANDEMIE DE COVID-19

Le gouvernement hausse le ton

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a souligné, mardi dans la wilaya de Tindouf, que les lois de la République seront appliquées avec "fermeté" contre ceux qui incitent au non-respect des mesures préventives contre la propagation du coronavirus. "Il appartient à l'Etat d'adopter le moyen de coercition et d'appliquer avec fermeté les lois de la république (...) nous ne tolérons pas que des personnes malintentionnées cherchent à semer le chaos", a affirmé M. Djerad lors de l'inspection d'un centre médical à Tindouf dans le cadre de sa visite de travail dans cette région frontalière.

P. 24
APS



8 MAI JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE

La loi adoptée à l'unanimité par le Conseil de la Nation

P. 3

ENTREPRISES-FINANCEMENT

"Lancement prochain du fonds national de financement des startup"

P. 6

SONATRACH-ENI

Signature d'accords de coopération principalement dans le secteur gazier

P. 6

SANTÉ

GRIGNOTAGE

Comment contrôler ses envies de manger ?

P.p 12-13

F   TBALL

CAF

Ahmad : "Le CHAN-2022 en Algérie ne sera pas reporté"

P. 21



SOUTIEN AUX ARTS ET LETTRES

Installation des nouveaux membres du CNAL

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

29 personnes arrêtées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar

P. 24

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

La journée du dimanche 5 juillet chômée et payée (Fonction publique)



La journée du dimanche 5 juillet, coïncidant avec la célébration du 58ème anniversaire de la fête de l'indépendance nationale, sera chômée et payée, indique, mercredi, un communiqué de la direction générale de la Fonction publique. "La journée du dimanche 5 juillet, coïncidant avec la célébration du 58ème anniversaire de la fête de l'indépendance nationale, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise la même source. Toutefois les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté, précise le communiqué. Cela intervient conformément aux dispositions de la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant les fêtes légales, ajoute la même source.

AADL

Le site web de l'Agence ouvert pour le choix des sites

La Direction générale (DG) de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du Logement (AADL) a annoncé la possibilité pour les 47.000 souscripteurs de procéder au choix des sites à travers le site électronique de l'Agence, à compter de mardi à 00h.

Il est possible pour les 47.000 souscripteurs d'accéder au site électronique de l'AADL pour choisir les sites des logements, et ce, à compter d'aujourd'hui 30 juin 2020 à 00h, lit-on dans un communiqué de l'Agence sur sa page officielle Facebook, qui reprend un tweet du DG de l'AADL, Mohamed Tarek Belaribi. L'AADL a tenu sa promesse, a-t-il souligné, rassurant que "d'autres opérations (choix de sites) sont prévues afin de permettre au dernier souscripteur au programme AADL de choisir son site". Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri avait annoncé le lancement d'une nouvelle opération de choix des sites au profit des souscripteurs au programme location-vente "AADL" au niveau national.

M. Nasri avait, à ce sujet, expliqué que cette opération intervenait après que l'AADL ait pu obtenir de nouvelles sésiettes pour parachever son programme de logements.

DÉCLARATIONS FISCALES ANNUELLES

Prorogation du délai jusqu'au 30 juillet (DGI)

Le délai de souscription des déclarations annuelles de résultats et de revenus (séries Gn1, Gn4 et Gn11), prévu initialement pour le 30 juin, a été prorogé pour l'ensemble des contribuables, jusqu'au 30 juillet 2020, a indiqué mardi un communiqué de la Direction générale des impôts (DGI). "Dans le cadre de l'accompagnement des opérateurs économiques dans la reprise de leurs activités et de facilitation d'accomplissement de leurs obligations fiscales, il a été décidé de proroger, à titre exceptionnel, le délai de souscription des déclarations annuelles de résultats et de revenus (séries Gn1, Gn4 et Gn11) jusqu'au 30 juillet prochain", ajoute la même source. Par conséquent, les contribuables concernés sont invités à prendre les mesures nécessaires à l'effet de remplir leurs obligations fiscales dans le délai requis, poursuit le communiqué.

UE - SHENGEN

L'UE autorise les voyageurs d'une quinzaine de pays, dont d'Algérie, à voyager dans l'UE

Les Etats membres de l'Union européenne (UE) ont approuvé mardi la liste d'une quinzaine de pays, où figure l'Algérie, dont les ressortissants sont autorisés à voyager dans l'Union après la réouverture des frontières mercredi, selon des sources diplomatiques.

Cette liste de pays a été adoptée à l'issue d'un vote à la majorité qualifiée des pays de l'UE pour décider d'ouvrir leurs frontières dès le mercredi 1er juillet aux ressortissants des 15 pays dont la situation épidémiologique est jugée satisfaisante. Seront admis dans l'UE et l'espace Schengen les voyageurs venant d'Algérie, Australie, Canada, Géorgie, Japon, Monténégro, Maroc, Nouvelle-Zélande, Rwanda, Serbie, Corée du Sud, Thaïlande, Tunisie et Uruguay. La liste, qui a vocation à être révisée toutes les deux semaines, inclut également la Chine. Sont en revanche exclus de cette liste les Etats-Unis, pays le plus touché au monde par la pandémie avec 125.928 décès pour près de 2,6 millions de cas répertoriés, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Turquie notamment. Les voyages "non essentiels" vers l'Europe ont été interdits depuis le 17 mars afin de lutter contre la propagation de la pandémie de coronavirus.

ELECTRICITÉ - ALGER

Perturbations dans les communes de Cheraga et Hammamet (SADEG)

Des perturbations de l'alimentation en électricité toucheront certains quartiers des communes de Cheraga et Hammamet, à l'ouest d'Alger les 2, 6, 7 et 8 juillet, en raison des travaux de remplacement d'équipements électriques, a indiqué mardi un communiqué de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

Ces perturbations devront priver d'électricité durant la journée du jeudi 2 juillet de 09 à 16h les quartiers de la commune de Cheraga à savoir Haouch Calman, Cité 60 logements, lotissement Bouzad-Ali ainsi que la cité 26 logements avenue Hamid-Kebladj et Cité 136 logements Civa dans la commune de Hammamet. Pour la journée du 6 juillet, cette perturbation touchera le Lotissement Bouzad Ali (en partie) dans la commune de Cheraga et la cité 442 logements dans la commune de Hammamet de 09h à 16h. Le lendemain (7 juillet), la perturbation en électricité concernera deux quartiers de la commune de Hammamet à savoir la cité 91 logements et Avenue Hamdi Kebladj, et ce de 09h à 16h. Les quartiers VSA face salle omnisport, Soprel dans la commune de Cheraga et les cités 502 logements Belveder, 64 logements Aracyl et lotissement Aracyl dans la commune de Hammamet seront concernés, à leur tour, par cette perturbation prévue le 8 juillet de 09h à 16h.

MÉTÉO

La canicule persistera à El-Oued et Ouargla jusqu'à jeudi soir (BMS)

La canicule continuera d'affecter les wilayas d'El-Oued et Ouargla jusqu'à jeudi soir, indique mercredi un bulletin météorologique spécial canicule émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Ces deux wilayas sont placées au niveau de vigilance orange, avec des températures prévues qui atteindront ou dépasseront localement 48C, et ce, précise le bulletin dont la validité s'étend du mercredi à 12h00 au jeudi à 21h00. Il est à rappeler que la vague de chaleur qui touche plusieurs régions du pays depuis mardi est due à la présence d'un couloir dé-



pressionnaire provenant du sud, atteignant les régions côtières et proche-côtières, a indiqué à l'APS Mme Houaria Benrekta, responsable de la communication à l'ONM.

"Cette situation est due à une stabilité des centres d'action dans l'atmosphère et la présence d'un couloir dépressionnaire provenant du sud et qui touche également les régions côtières et proche-côtières", a-t-elle précisé, ajoutant que les températures connaîtront, dès mercredi, une baisse progressive sur les différentes régions du pays avant de revenir à la normale samedi prochain.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

29 décès et 1419 blessés en une semaine (Protection Civile)

Vingt-neuf (29) personnes ont trouvé la mort et 1419 autres ont été blessées dans 1.173 accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant la période allant du 21 au 27 juin, selon un bilan publié mercredi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine, avec 03 personnes décédées et 75 autres blessées dans 50 accidents de la route.

Les secours de la Protection civile sont intervenus également pour l'extinction de 2820 incendies urbains, industriels et autres à travers le territoire national.

Par ailleurs, un total de 3253 agents, tous grades confondus, et 574 ambulances, ainsi que 328 engins d'incendies ont été mobilisés durant la même période par la direction générale de la Protection Civile pour effectuer des opérations de sensibilisation des citoyens et de désinfection générale des quartiers à travers les 48 wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 756 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 613 opérations de désinfection.

Les opérations de désinfection ont touché "l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles", ajoute t-on.

FORÊTS - INCENDIE

Tizi-Ouzou : important feu de forêt à Ighil Tassa près de Maatkas

Un important feu de forêt s'est déclaré mardi à Ighil Tassa dans la forêt située entre Maatkas et Beni Douala, au sud-ouest de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris de la Protection civile.

L'intervention rapide des éléments de l'unité de Beni Douala et le poste avancé de Maatkas de la protection civile, appuyé par un renfort dépêché de Tizi-Ouzou par la direction de wilaya de ce corps constitué, a permis de maîtriser l'incendie en fin de journée après plusieurs heures de lutte contre les flammes, a-t-on indiqué le chargé de communication de la direction locale de la protection civile le capitaine Kamel Bouchakour.

Selon une première estimation, le feu aurait parcouru plus d'un hectare de couvert végétal, a indiqué le capitaine Bouchakour qui a rappelé, l'importance de la prévention dans la lutte contre les feux de forêts. Le 14 du mois courant la direction de la protection civile et la conservation des forêts ont lancé une campagne de sensibilisation contre ce phénomène à travers les localités à haut risque d'incendie et durant laquelle les mesures préventives ont été rappelées aux citoyens.

Il s'agit notamment de l'interdiction d'incinération durant la période à risque d'incendie (de juin à octobre) et de jeter des ordures en forêts, alerter rapidement les secours en précisant l'endroit et la nature de ce qui brûle (maquis, forêt, décharge, broussailles) en cas d'un départ de feu, et débroussailler autour des champs et maison.

Une campagne qui a eu un écho favorable auprès des citoyens. Des habitants de plusieurs villages à l'instar d'Azémour Oumeriem (commune de Tirmintine), ont effectué des travaux préventifs contre les incendies en lançant des opérations désherbages, afin de persévérer leurs villages et vergers ainsi que le patrimoine forestiers local, a-t-on appris de villageois.

CONSEIL DE LA NATION

La loi portant institution du 8 Mai Journée nationale de la mémoire adoptée à l'unanimité

Les membres du Conseil de la Nation ont adopté mardi après-midi le texte de loi portant institution du 8 mai Journée nationale de la mémoire.

L'adoption à l'unanimité de ce texte de loi (106 voix sur 144) s'est déroulée lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président par intérim du Conseil, en présence du ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni et de la ministre des Relations avec le Parlement, Bessma Azouar. A cette occasion, M. Zitouni a adressé ses félicitations au peuple algé-

rien pour "cet grand acquis", rappelant que les massacres du 8 mai étaient "une étape historique importante, autrefois dans la case de l'oubli, qui nous rappellent les grands sacrifices du peuple algérien".

A noter que les sénateurs avaient soulevé, lundi lors du débat autour de ce texte de loi, nombre de préoccupations, tout en s'interrogeant sur le sort du

dossier de la criminalisation du colonialisme, d'ailleurs devenu "une revendication populaire". Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) avaient, eux, adopté la semaine passée ce projet de loi, en y introduisant huit (8) amendements et deux (2) propositions parmi les recommandations qui seront soulevées aux parties concernées.



Goudjil appelle à une interprétation plus approfondie de la Déclaration du 1^{er} Novembre

Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil a appelé mardi à accorder au dossier de la mémoire nationale l'importance qui lui sied, et particulièrement à tout ce qui touche à la Déclaration du 1^{er} Novembre, "dont la portée et le contenu requièrent davantage d'approfondissement".

A l'issue du vote à l'unanimité de la loi portant adoption du 8 mai Journée nationale de la Mémoire, M. Goudjil a relevé "l'impératif de méditer et d'approfondir davantage la lecture et l'interprétation de la teneur de la Déclaration du 1^{er} Novembre en termes d'écri-

ture et de l'aspect historique, particulièrement en cette période". L'écriture de l'histoire de l'Algérie "n'a toujours pas abordé, dans le détail, certains aspects de cette Déclaration", a-t-il souligné. Le président du CN par intérim a invité le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni à l'étude "approfondie" de la Déclaration, et à l'explication phraséologique et lexicale de son contenu. "Il faut s'approfondir dans l'interprétation de la Déclaration du 1^{er} Novembre telle qu'elle a été pensée par ses initiateurs", a estimé M. Goudjil pour qui les six (6) membres histo-

riques étaient des "génies et des militants imprégnés de la doctrine du Mouvement national".

"Une telle entreprise permettra incontestablement aux générations montantes d'avoir accès à l'histoire véridique et à la signification exacte de la Révolution de libération, fondée sur l'action collective loin de tout leadership, contrairement à de nombreuses révolutions dans le monde, a-t-il expliqué.

La Déclaration du 1^{er} Novembre "n'a pas été conçue au nom d'un parti mais au nom du peuple et pour le peuple, le slogan qui lui

avait été choisi et qui restera à jamais", a-t-il ajouté précisant que cette Déclaration "est en soi un appel à l'ensemble du peuple algérien, en tant qu'individus et non en tant que partis".

Dans une déclaration à la presse en marge de la séance du vote de la loi portant adoption du 8 mai Journée nationale de la Mémoire, M. Tayeb Zitouni a déclaré "je suis fils de l'Algérie et je ne possède qu'une seule nationalité", apportant ainsi un démenti "aux rumeurs sur sa détention d'une autre nationalité".

COLLECTIVITÉS LOCALES

M. Djerad achève sa visite de travail à Tindouf

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a achevé mardi après-midi sa visite de travail à Tindouf où il s'est enquis de nombre de projets relevant de différents secteurs. Entamant sa visite, M. Djerad a inspecté le centre culturel et religieux à la cité Tindouf Lotfi, où il a déclaré que ce projet "est une réalisation et un grand monument dont la wilaya a grand besoin, étant une ville enracinée dans notre religion", ajoutant qu'il veillera à le suivre jusqu'à son parachèvement".

Il a salué, à cette occasion, toutes les personnes participant à la réalisation de ce monument ainsi que "tous ceux qui veulent du bien à l'Algérie et qui participent à son édification".

Selon les explications fournies au Premier ministre, les travaux du centre culturel et religieux avaient débuté en 2005 avant d'être suspendus puis repris en janvier 2017. Une enveloppe de plus de 495 millions Da avait été allouée à ce projet. Dans le secteur de l'Agriculture, M. Djerad a inspecté le projet de réalisation d'un groupe d'entrepôts frigorifiques. Il a affirmé, par la même que "l'Etat était déterminé à promouvoir l'investissement et à consolider l'industrie manufacturière".

"Nous œuvrerons à l'accompagnement de ce groupe qui contribuera à l'appui de la stratégie de l'Etat visant la régulation des produits agricoles, l'encouragement des paysans et la consolidation des capacités de stockage", a-t-il soutenu. D'une capacité de 5.000 M3, ce projet dont le taux d'avancement des travaux est de 95% assurera, une fois mis en service, 25 postes de travail, selon les précisions fournies au Premier ministre sur place. Ledit projet devrait également permettre la consolidation des infrastructures en matière d'import-export.

S'agissant des ressources en eau, le Premier ministre s'est rendu au projet du complexe de pompage d'eau potable dans les cités "El

Wiam" et "El Wifak" où il a insisté sur l'importance d'accélérer la cadence des travaux pour parachever le projet, en prévision de sa réception dans les plus brefs délais. L'autorisation de programme pour la réalisation de ce projet s'élève à 760 millions de dinars, dans un délai de 24 mois, au cours desquels il sera procédé à la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 10.000 m3 chacun, d'une station de pompage et d'un réseau de distribution d'une longueur de 4,9 km et d'un diamètre de 400 mm, selon la fiche technique du projet.

M. Djerad s'est rendu ensuite au projet de réalisation du pôle urbain 1402 logements, où il donné de fermes instructions quant à l'impératif de tenir compte de l'aspect esthétique et du cachet architectural dans la réalisation des agglomérations dans la région.

Le Premier ministre a écouté un exposé sur le programme de logement de la wilaya et donné de fermes instructions aux responsables du secteur pour consulter des sociologues, voire des psychologues, avant la réalisation des agglomérations, en vue d'étudier les aspects psychosociologiques adaptés aux exigences de la population de la région, insistant sur l'importance d'effectuer des études préliminaires et d'utiliser des matériaux de construction locaux.

Dans le même contexte, M. Djerad a inspecté également projet de réalisation d'un lycée sis entre les cités «Wifak» et «Wiam» au chef-lieu de la wilaya, faisant savoir que le Gouvernement visait "la généralisation de la tablette électronique à travers tout le territoire national, afin de réduire l'utilisation des manuels et d'alléger le poids du cartable, d'autant que les élèves maîtrisent désormais les TIC". M. Djerad s'est rendu également dans une exploitation agricole réservée à la plantation de l'arganier où il a plaidé pour l'exploitation de l'énergie solaire pour booster l'investissement agricole notamment saha-

rien qu'il a qualifié de «projet national».

Il a écouté, à cette occasion, un exposé sur le programme de renforcement du raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique, dans le cadre du développement de l'agriculture saharienne, insistant, dans ce sens, sur l'exploitation de l'énergie solaire en vue de booster l'investissement agricole.

Il également appelé les responsables du secteur à veiller au raccordement de tous les projets au réseau électrique, rappelant des instructions du président de la République lors du dernier Conseil des ministres concernant le raccordement des zones industrielles et des exploitations agricoles à ce réseau.

Le Premier ministre a également appelé à l'intégration des universités et des laboratoires dans le programme de développement de l'agriculture saharienne et à l'utilisation des énergies renouvelables, indiquant que ces efforts

visent la réduction de la facture d'importation et des transferts en devises.

Dans le domaine de la Santé, M. Djerad a visité un centre médical où il a affirmé "l'appartient à l'Etat d'adopter le moyen de coercition et d'appliquer avec fermeté les lois de la république". Le Premier ministre a, sur site, suivi un exposé sur le contrôle à l'entrée et à la sortie des citoyens de la région et la prise en charge des cas suspects du Covid-19, avant de se rendre à l'hôpital "Si El-Houas" où il a pris connaissance de la carte sanitaire de la région et de la situation épidémiologique afférente à la pandémie du Covid-19.

Le Premier ministre a achevé sa visite à la wilaya par la supervision d'une cérémonie de remise des clés de 1402 logements sociaux, en présence de nombre de membres de l'Exécutif et de représentants des autorités locales. Dotés de toutes les commodités nécessaires et des aménagements extérieurs, les logements distribués se

répartissent sur deux cités, en l'occurrence El Wifak et El Wiam. M. Djerad a également donné le coup d'envoi d'un projet de 257 lotissements réservés à la construction, et à la distribution de 753 aides dans le cadre de la construction rurale.

A ce propos, il a rappelé les instructions fermes données par le président de la République relatives à la prise en charge des problèmes des populations habitant dans les zones d'ombre estimées à environ 15.000 à l'échelle nationale.

M. Djerad était accompagné, lors de cette visite, d'une délégation ministérielle comprenant les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, de l'Agriculture et du Développement Rural, Abdelhamid Hamdane, de l'Education Nationale, Mohamed Oujout, et des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi.

Djerad supervise une opération de distribution de 1402 logements sociaux

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a supervisé mardi à l'issue d'une visite de travail et d'inspection à Tindouf une cérémonie de remise des clés de 1402 logements sociaux, en présence de nombre de membres de l'Exécutif et de représentants des autorités locales.

Dotés de toutes les commodités nécessaires et des aménagements extérieurs, les logements distribués se répartissent sur deux cités, en l'occurrence El Wifak (L'Entente) et El Wiam (La Concorde). M. Djerad a également donné le coup d'envoi d'un projet de 257 lotissements réservés à la construction, et à la distribution de 753 aides dans le cadre de la construction rurale.

Après avoir échangé avec les représentants du quartier, le Premier ministre a décidé de prévoir un programme supplémentaire de 300 logements sociaux au profit des familles nécessiteuses habitant le bidonville dit "Lotfi", situé au centre-ville de Tindouf. A ce propos, il a rappelé les instructions

fermes données par le président de la République relatives à la prise en charge des problèmes des populations habitant dans les zones d'ombre estimées à environ 15.000 à l'échelle nationale. Il a affirmé, en outre, que le Gouvernement suivait quotidiennement, par visioconférence ou sur le terrain, les projets programmés pour la relance du développement au sein de ces zones. Soutenant que l'Etat s'emploie à "regagner la confiance du citoyen", M. Djerad a réaffirmé que le programme de développement tracé par le Gouvernement était "ambitieux et d'envergure" requérant la mobilisation et la réquisition de toutes les énergies et moyens à tous les niveaux. Quant au problème d'alimentation en eau, soulevé lors de cette visite, le Premier ministre a rassuré que le Gouvernement prendrait toutes les mesures nécessaires à même de garantir l'approvisionnement en eau aussi bien des citoyens que des agriculteurs.

LOI DE RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2017

Adoption à la majorité par le Conseil de la nation

membres du Conseil de la nation ont adopté mardi à la majorité le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2017 lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la nation par intérim, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bessma Azouar. 105 sénateurs ont voté "pour" et un (1) seul "contre". Aucune abstention n'a été enregistrée.

Dans une allocution prononcée à l'issue du vote, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a affirmé que la présentation du projet de loi devant la commission puis devant la plénière avait permis, à travers un débat en profondeur, de cerner les lacunes. "Le Gouvernement accorde un intérêt particulier à la prise en charge progressive des recommandations avisées émises par les commissions des finances et du budget des deux chambres du Parlement, tout en tenant compte des orientations de la Cour des comptes, en vue de corriger les lacunes techniques relevées et d'apporter des solutions aux problématiques soulevées", a-t-il souligné.

M. Benabderrahmane avait présenté plus tôt dans la journée le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2017 devant les membres du Conseil de la nation réunis en plénière. Selon les chiffres avancés par le ministre, le montant global des recettes réalisées en 2017 a atteint 6.072 milliards de DA contre des prévisions établies à 5.635 milliards de DA dans la loi de finances du même exercice. Des recettes effectives réparties entre 3.945 milliards de DA de recettes ordinaires (64,97%) et 2.127 milliards de DA de recettes issues de la fiscalité pétrolière (35,03%).

Les dépenses budgétaires au cours de l'exercice 2017 se sont, quant à elles, élevées à 6.767 milliards de DA contre des prévisions établies à 6.883 milliards de DA.

Des dépenses effectives réparties entre 4.497 milliards de DA de dépenses de fonctionnement (66,46%) et 2.270 milliards de DA de dépenses d'équipement (33,54%). Concernant les transferts sociaux, le mi-



nistre a fait état d'un montant de 1.631 milliards de DA en 2017, en recul de 11,4% par rapport à 2016. Ces transferts recouvrent les affectations destinées au soutien au logement et estimées à 305 milliards Da (-35% par rapport à 2016), celles destinées au soutien aux ménages et estimées à 413 milliards Da (-7%), celles destinées au soutien aux retraités et estimées à 237 milliards Da (-2%) et enfin les affectations destinées au soutien aux personnes démunies, aux besoins spécifiques et à faible revenu et estimées à 147 milliards Da (-10%). En comptabilisant les dépenses imprévues, qui se sont élevées à 92 milliards Da, le déficit réel du budget a atteint 786 milliards de Da. Concernant la liquidité, la situation finale de l'exécution de la loi de finances 2017 a donné lieu à un déficit global du Trésor de l'ordre de 2.260 milliards Da, couvert par le Fonds de régulation des recettes (FRR) et le mécanisme de financement conventionnel. Ainsi, le FRR a été épuisé en 2017 suite au prélèvement d'un montant restant s'élevant à

838 milliards Da. Concernant le cadre économique, le ministre a précisé que le taux de croissance en 2017, s'était élevé à 1,4%, contre 3,9% prévu par la même loi de Finances du même exercice.

Le secteur des hydrocarbures a enregistré, cette même année, des recettes de l'ordre de 3.660 milliards Da, contre 4.071 milliards Da provisionnelles dans la loi de Finances, soit un écart négatif de 411 milliards Da. L'exercice 2017 a connu une baisse du taux de change, de 1,49 du dinar algérien (DA) face au dollar américain (USD), passant de 109,47 Da face au USD en 2016, à 110,96 Da en 2017. Quant aux taux d'inflation enregistrés en 2017, il était de l'ordre de 5,59%, contre 4% provisionnel. Les réserves de change ont atteint 97,33 milliards USD fin 2017, contre 114,14 milliards USD fin 2016. La valeur des créances sur la dette publique s'est établie, fin 2017, à 5,056 milliards Da, soit 27% du produit intérieur brut (PIB), dont 4,911 milliards DA pour la dette intérieure et 145 milliards DA pour la dette extérieure.

JOURNÉE INTERNATIONALE DU PARLEMENTARISME Le Conseil de la nation se félicite du développement de la dimension parlementaire

Le Conseil de la Nation s'est félicité du développement positif de la dimension parlementaire, désormais présente dans la vie des peuples et des nations, et de l'intérêt croissant accordé à l'action parlementaire dans la promotion de la vie politique nationale de chaque pays, à travers la contribution agissante du Parlement dans la réalisation du développement, du progrès et de la paix et la consécration du droit des peuples à l'autodétermination.

Dans un communiqué publié, mardi, à l'occasion de la Journée internationale du parlementarisme, célébrée le 30 juin, le bureau du Conseil de la Nation a réaffirmé le rôle important joué par les parlements nationaux au double plan international et régional dans le cadre des mécanismes de la diplomatie parlementaire pour réaliser les objectifs du développement durable, consacrer les valeurs de la démocratie, de la coexistence, de la sécurité et de la liberté, ainsi que dans l'élaboration des législations, et de leur rôle (parlements) dans la garantie de la reddition de compte et du contrôle, ce qui en fait "un trait d'union entre le peuple et les institutions du pays".

Le bureau du Conseil de la Nation a également valorisé "la place méritée et privilégiée accordée au parlement dans l'avant-projet de révision de la Constitution, en préservant les équilibres fondamentaux entre les pouvoirs et les institutions pour assurer un système politique plus harmonieux et clair", notant avec satisfaction l'orientation de l'Algérie, sous la conduite du Président Tebboune avec des pas sûrs, mue d'une forte volonté politique, vers une nouvelle République où la véritable démocratie sera consacrée avec un accompagnement efficace du parlement".

LE MINISTRE DES FINANCES, AYMEN BENABDERHMANE "Des réformes profondes pour la transparence et le contrôle strict de la gestion de l'argent public"

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane a assuré, mardi à Alger, que son département œuvrait à la concrétisation de "réformes profondes" à même de consacrer la transparence et le contrôle strict en matière de gestion de l'argent public.

"Les réformes que nous envisageons permettront au pays d'aller de l'avant dans la consécration de plus de transparence dans la gestion des deniers publics", a précisé le ministre dans une déclaration à l'APS, au terme du vote par les membres du Conseil de la Nation de la loi portant Règlement budgétaire de l'exercice 2017. Soulignant que son département s'attelle à "l'évaluation globale de la performance du secteur en vue d'arrêter les réformes à introduire graduellement sur le système financier actuel", le ministre a fait savoir que "le premier chantier concerne la réforme fiscale et bancaire, suivi du projet de numérisation du secteur, qui constitue actuellement une priorité".

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane avait présenté, plutôt dans la journée, le projet de loi portant Règlement budgétaire 2017 devant les membres du Conseil de la nation. Les

membres du Conseil avaient adopté à la majorité le texte de loi lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président par intérim, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bessma Azouar et plusieurs membres du Gouvernement. Loi portant Règlement budgétaire 2017 a été adoptée par 105 voix, une voix contre et

aucune abstention. Dans une allocution à l'issue du vote, M. Benabderrahmane a indiqué que la présentation du projet de loi devant la Commission puis en plénière avait donné lieu à un profond débat qui a permis de cerner les insuffisances et lacunes. Le Gouvernement accorde un intérêt et une attention tout particuliers à la prise en

charge progressive des recommandations et observations pertinentes formulées les deux commissions du Budget et des Finances des deux chambres du Parlement, mais également des orientations de la Cour des comptes, en vue de pallier les insuffisances et trouver des solutions aux préoccupations soulevées, a-t-il conclu.

COMMERCE

M. Rezig appelle les agents de contrôle à davantage d'implication dans la lutte contre le Covid-19

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a appelé mardi à Bordj Bou Arreridj les agents de contrôle des directions de commerce à s'impliquer davantage dans la campagne d'application des règles sanitaires pour endiguer la propagation du coronavirus Covid-19. Au cours de l'inauguration du nouveau siège de la direction locale du commerce, dans le cadre d'une visite de travail effectuée dans cette wilaya, le ministre a instruit les agents de contrôle des directions de commerce à s'impliquer dans la campagne d'application des règles sanitaires "avec force" pour permettre aux citoyens de passer un été tranquille. S'adressant à ces agents, le ministre a indiqué : "vos salaires sont modestes mais votre mission est noble et grande au service du citoyen et de la nation et votre intervention ferme durant les 10 prochains jours aura un impact positif sur la vie quotidienne des citoyens". M. Rezig a exhorté les agents de contrôle à ce que leur in-

tervention soit "ferme et stricte" ajoutant que leur travail "n'est forcément pas de fermer les commerces mais plutôt de les ouvrir avec l'observation des mesures de prévention".

"Lorsque la reprise de certains activités commerciales et de services a été autorisée dernièrement, une augmentation des cas d'infection par le coronavirus a été enregistrée d'où la nécessité que l'action des agents de contrôle soit efficace pour éviter le renouvellement du même scénario", a-t-il appuyé.

Au début de sa visite, le ministre a inspecté une entreprise privée de fabrication de gâteaux et y a salué les efforts fournis en matière de qualité et de renforcement du taux d'intégration qui a atteint 90%. Il a également relevé que cette entreprise est l'une des entreprises qui ont réussi à pénétrer le marché européen grâce à la qualité de ses produits qui en fait "une fierté pour l'Algérie". Il a également préconisé, sur

site, de relever le volume des exportations en se lançant vers de nouveaux marchés dont ceux de deux régions africaine et arabe. Le ministre a également inspecté une entreprise de fabrication de géo-membranes (filtre industriel étanche utilisé en travaux géotechniques, hydraulique et environnementaux) qui est la première du genre en Afrique en y relevant que le taux d'intégration était "acceptable", espérant le voir encore augmenter. Le ministre du Commerce a estimé que ces deux entreprises constituent "le modèle des sociétés performantes et bénéficient du soutien pour relever leurs exportations et réduire la facture des importations". M. Rezig a aussi inspecté le laboratoire de contrôle de la qualité et de répression de la fraude à Bordj Bou Arreridj et a donné des instructions pour son équipement à même de permettre sa mise en service.

ALGER

Rénovation de 36 bâtisses à la Rue Tripoli d'Hussein Dey

La première étape d'une opération de rénovation de 36 bâtisses au niveau de la Rue Tripoli (commune d'Hussein Dey) à Alger sera lancée fin juillet prochain, a fait savoir, mardi, le wali délégué de la Circonscription administrative de Hussein Dey, Yazid Delfi.

Des travaux de rénovation de grande envergure touchant 129 bâtisses au niveau de la Rue Tripoli ont été programmés et seront réalisés en deux étapes, a précisé à l'APS, M. Delfi. La première étape débutera, fin juillet prochain et concernera 36 bâtisses nécessitant une intervention en urgence car classées en case 4 par le contrôle technique des constructions (CTC), a-t-il expliqué. La 2e étape, dont le lancement est prévu fin août prochain, touchera les 93 bâtisses restant du lot concerné par cette opération urgente qui est supervisée par la Direction d'aménagement et de réaménagement des cités (DARC). Soulignant qu'un budget de 250 milliards de centimes a été affecté par les services de la wilaya à cette opération, il a rappelé que la commune d'Hussein Dey a bénéficié, depuis 2015, de plusieurs opérations de rénovation ayant touché, à ce jour, dans 14 cités 64 immeubles englobant 1536 logements.

M. Delfi a indiqué, en outre, que l'immeuble 64 Rue Tripoli, dont deux étages s'étaient effondrés, début juin courant, sera parmi les bâtisses programmées pour la première étape, appelant, à l'occasion, les familles résidentes dans ces bâtisses, à coopérer avec les autorités



locales en vue de mener à bien l'opération de rénovation qui durera de 12 à 18 mois. "Les services de la communes adresseront aux habitants des 36 bâtisses en question, dès le début du mois prochain, des ordres d'évacuation pour travaux de rénovation", a-t-il ajouté.

Cette évacuation est indispensable car les bâtisses en question nécessitent l'ouverture de véritables chantiers pour rénover notamment les planchers, les poutres et les escaliers, a expliqué le wali délégué. Par ailleurs, M. Delfi a déclaré que la circonscription de Hussein Dey vise "la généralisation d'un programme de restauration à l'ensemble de ses communes (El Mokaria, Belouizded, Hussein Dey et Kouba), précisant que la commune de Kouba avait bénéficié en 2015 d'un

programme de restauration de 14 quartiers (152 immeubles et 3168 logements).

Pour la commune de Belouizded, il a annoncé que l'opération débutera à la rue de Belouizded, ajoutant les services de la Wilaya ont affecté à ces travaux un budget de 180 milliards de centimes. 114 bâtisses ont été recensées récemment, a-t-il encore dit.

La DARC, en sa qualité de maître d'ouvrage, engagera les travaux en trois phases, dont la première en cours concerne le contrôle technique des bâtisses. La deuxième commencera dès la fin de la mission du CTC et le lancement par le bureau d'études sélectionné des travaux de restauration qui devrait commencer dans quatre mois au plus tard.

SÉTIF

Inauguration de trois sièges de sûreté de proximité à Ain Azel, Guellal et El Eulma

Le directeur de l'enseignement et des écoles de la direction générale de la sûreté nationale, le contrôleur de police Mohamed Malek a présidé mardi l'inauguration de trois sièges de la sûreté nationale dans la wilaya de Sétif à Ain Azel, Guellal et El Eulma.

Le responsable a souligné que la direction générale de la sûreté nationale (DGSN) veille à ouvrir le plus grand nombre possible de sièges de sûreté de proximité et hisser le taux de couverture sécuritaire pour assurer la sécurité des citoyens et protéger leurs biens, exhortant le personnel policier affecté dans ces structures à poursuivre leurs efforts pour garantir la sécurité

des citoyens.

Effectuant sa visite à Sétif en tant que représentant du DGSN, il a ajouté que les structures mises en service, en plus d'un champ de tir et une salle de sports, située au siège de la brigade mobile de la police judiciaire inaugurés également ce mardi, s'inscrivent dans le cadre de l'extension de la couverture sécuritaire au profit du citoyen, en sus de l'exploitation des installations sportives pour améliorer la condition physique des policiers. M. Malek a entamé sa visite en procédant à l'inauguration du siège de la première sûreté urbaine à Ain Azel (50 km au Sud de Sétif), qui assurera la sécurité de l'un des

plus importants quartiers de cette daïra en contribuant à fournir des services supplémentaires au citoyen, tout en renforçant la sécurité et en intensifiant le travail de proximité conformément aux recommandations des responsables de la DGSN, ont indiqué les services de police de la wilaya.

Le représentant du DGSN s'est également rendu dans la daïra de Ain Oulmène où il a supervisé l'inauguration d'un siège de sûreté urbaine extra muros à Guellal, l'une des communes les plus importantes de cette même daïra et la plus peuplée, en plus d'être localisée dans une zone stratégique reliant le chef-lieu

avec ses différentes daïras et les communes du Sud de la wilaya. Par ailleurs, le même responsable a inauguré un nouveau siège de la brigade mobile de la police judiciaire dans la ville d'El Eulma, où il a également reçu des explications détaillées concernant cette nouvelle entité dotée d'un dortoir, un restaurant et des équipements sportifs. Enfin, le directeur de l'enseignement et des écoles de la direction générale de la sûreté nationale a inauguré un champ de tir et une salle de sports au siège de la brigade mobile de la police judiciaire de Sétif, baptisée du nom du martyr du devoir national, l'agent de police Seddik H'missi.

CONSTANTINE

70 millions DA pour contribuer aux efforts de lutte contre la Covid-19

Une enveloppe financière de 70 millions de dinars a été allouée par l'Assemblée populaire de wilaya de Constantine pour l'entretien et l'équipement des structures sanitaires chargées de la prise en charge des cas atteints de la Covid-19, a-t-on appris mardi au cours des travaux de la session ordinaire 2020 de l'APW.

En application des directives du ministère de tutelle comprenant une réduction du budget de la gestion pour contribuer aux efforts nationaux de lutte contre le coronavirus, l'APW de Constantine a réservé, dans le cadre du projet budgétaire supplémentaire de l'exercice 2020, un montant estimé à 70 millions DA pour améliorer les conditions de prise en charge des malades atteints de la Covid-19, ont précisé les membres de la commission des finances et de l'économie de l'APW. Sur ce budget, 50 millions DA seront destinés à la mise à niveau des services du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis, notamment les pavillons réservés aux patients atteints de la Covid-19 pour permettre une meilleure prise en charge, a-t-on indiqué lors de la présentation du projet budgétaire supplémentaire, approuvé par les membres de l'APW.

Les 20 millions restants seront réservés pour l'acquisition d'équipements médicaux indispensables à la lutte contre la Covid-19, a-t-on précisé, ajoutant que ces équipements seront répartis sur les différentes structures de santé "pour la prise en charge des cas

contaminés par le coronavirus selon les besoins exprimés".

Dans son intervention, le chef de l'exécutif local, Saci Ahmed Abdelhafid, a réitéré l'engagement de son administration à travers la direction de la Santé et de la population (DSP) pour accompagner les efforts déployés dans la lutte contre cette pandémie.

A ce sujet, le wali a indiqué que le déficit en test par PCR (polymérase chain reaction), indispensable pour une prise en charge rapide et efficace des cas de la Covid-19, "sera rattrapé dans les prochaines heures en coordination avec l'Institut Pasteur d'Alger".

Le président de l'APW de Constantine, Ahmed Bousbaâ, a, de son côté, relevé que la plus grande partie du budget supplémentaire de l'exercice 2020 de l'Assemblée a été mobilisée pour les volets santé et social, "en raison de la conjoncture sanitaire exceptionnelle et dans l'objectif d'apporter un appui aux efforts fournis pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus et atténuer ainsi ses répercussions sur les citoyens.

Les travaux de la session ordinaire 2020 de l'APW de Constantine ont été marqués également par la présentation d'un rapport sur la révision du plan directeur de l'aménagement urbain (PDAU) dont la validation a été différée à une autre session extraordinaire qui sera programmée "d'ici à quelques semaines".

CONSTANTINE

Saisie de près de 17.000 comprimés psychotropes

Un réseau de trafiquants de drogue composé de cinq (5) individus âgés entre 27 et 49 ans a été neutralisé et une quantité de 16.960 comprimés psychotropes saisie par la brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant de la sûreté de wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Suite à des renseignements parvenus à la sûreté de wilaya faisant état par un individu de la cité des frères Ferrad, au chef lieu de wilaya, était en possession d'une grande quantité de substances classées hallucinogènes, les éléments de la BRI ont enclenché une enquête qui leur a permis d'identifier l'individu ciblé après s'être rendus sur

les lieux. Ils ont saisi 14.470 comprimés psychotropes et une somme de 1.49 million de dinars et procédé à l'arrestation de deux (2) suspects.

L'approfondissement des investigations a donné lieu à l'identification de trois autres complices, arrêtés avec en leur possession 2.220 autres comprimés psychotropes et un montant de 29.000 dinars et des téléphones portables. Après l'établissement d'un dossier pénal, les cinq présumés coupables ont été présentés devant le parquet pour "constitution d'un groupe de malfaiteurs", "exercice d'une profession médicale sans autorisation" et "possession, transport et trafic de médicaments classés hallucinogènes".

TISSEMSILT

Plus de 68 millions DA pour soutenir des projets de plus de 80 associations

Une enveloppe financière de l'ordre de 68 millions DA a été consacrée au soutien des projets de plus de 80 associations locales dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris mardi du directeur de l'administration locale (DAL).

Mohammed Khaïter a indiqué, en exposant un rapport sur le budget supplémentaire de l'année en cours lors des travaux de

la 2e session ordinaire de l'APW, que ces subventions inscrites dans le cadre du budget de wilaya et du fonds de wilaya de promotion des initiatives de jeunes et sportives seront distribuées avant la fin de l'année en cours à plus de 80 associations locales à caractère sportif, juvénile, culturel et social.

L'aide permettra aux associa-

tions de financer des projets visant à promouvoir et développer les pratiques sportives, ainsi que les domaines de la jeunesse, des arts, de la culture et du tourisme, en plus des initiatives de solidarité destinées aux familles nécessiteuses et aux personnes aux besoins spécifiques.

M. Khaïter a fait savoir que les services de la wilaya ont alloué,

par ailleurs, 16,7 millions DA à la location de bus destinés au transport scolaire au profit des communes qui souffrent d'un déficit en la matière. Une aide financière de 25 millions DA a été également affectée pour financer diverses initiatives de solidarité portant sur l'acquisition d'aliments et de fournitures scolaires pour les nécessiteux dans les régions re-

culées de la wilaya. L'ordre du jour de la deuxième session ordinaire de l'APW a comporté l'examen du budget supplémentaire de la wilaya de l'exercice 2020 qui s'élève à 2,8 milliards de dinars et la présentation de diverses opérations de solidarité et des mesures préventives liées à la situation sanitaire actuelle.

AGRICULTURE - TOMATE INDUSTRIELLE

El Tarf : la campagne de récolte lancée précocement pour contrecarrer le mildiou

La campagne de récolte de la tomate industrielle a été lancée "précocement" à El Tarf dans les champs matures pour contrecarrer le mildiou, une maladie cryptogamique causée par un champignon, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur local des services agricoles (DSA). Ciblante une superficie globale de 5.500 hectares dont 500 ha ont été "sérieusement" affectés par le mildiou, l'actuelle campagne, habituellement prévue à partir du 10 juillet, vient d'être lancée pour contrecarrer cette maladie qui a touché près de 15% de la superficie dédiée à cette culture, a ajouté M. Ayad Kaddour.

Les premières récoltes ont été acheminées vers les deux unités de transformation, a précisé la même source, signalant qu'au total six (6) unités au lieu de quatre (4), disposant d'une capacité globale de transformation de plus de 9.900 tonnes/jour, assureront, cette année, la transformation de ce produit de large consommation.

Situées au niveau des localités d' Chatt, Besbes, Dréan et Bouteldja, ces unités de transformation précéderont, au fur et à mesure, à la transformation des récoltes afin d'éviter que les champs de tomate arrivés à maturité ne soient affectés par la maladie qui s'est déclarée, il y a près de deux mois, suite à des conditions climatiques défavorables enregistrées aux environs de la troisième semaine du mois de mai dernier et coïncidant avec la conjoncture sanitaire liée au Covid-19. Ainsi, les moyens prophylactiques et de lutte contre cette maladie n'ont pu être effectués, cette année à temps en raison des mesures de confinement et de limitation des déplacements, imposées, il y a trois mois, dans le cadre du dispositif de lutte contre la pandémie du Covid-19, a-t-on signalé.

Aussi, les traitements préventifs sont indispensables en pépinières et en cours de culture durant les périodes à risque et restent "le moyen de lutte le plus efficace", a-t-on signalé rappelant que la production prévisionnelle de la tomate industrielle était estimée à près de 7.000 qx.

AGRICULTURE-LÉGUMINEUSES

Mila : collecte de plus de 1 million de quintaux de céréales et de légumineuses

Pas moins de 1,14 million de quintaux (qx) de céréales et de légumineuses secs ont été collectés dans les silos de la Coopérative des céréales et des légumineuses secs (CCLS) de la wilaya de Mila depuis le lancement de la campagne moisson-battage 2019-2020, a-t-on appris mardi du directeur de la coopérative, Ismail Louab. Le responsable a indiqué à l'APS que la collecte emmagasinée dans les 14 points de stockage de la CCLS et le complexe stockage de Teleghma est essentiellement constituée de blé dur, le reste étant réparti entre blé tendre, orge, lentilles et pois-chiches. La quantité collectée devrait atteindre les 1,5 million de qx, au terme de cette campagne qui atteint actuellement les 80%, a-t-il ajouté.

M. Louab a également indiqué que les infrastructures de collecte et de stockage relevant de la CCLS de Mila reçoivent depuis le lancement de la campagne, début juin, en moyenne 67.000 qx/jour avec des pics pouvant atteindre jusqu'à 110.000 qx/j.

Il a, dans ce sens, assuré que le problème des longues files d'attente devant les infrastructures de stockage ne se pose plus depuis la mise en service cette année du complexe de Teleghma, d'une capacité de stockage de 500.000 qx.

Il a, à cet effet, expliqué que l'ensemble des 14 points de collecte répartis à travers la wilaya transfèrent les quantités qu'ils accueillent vers le complexe de Teleghma. Pour ce faire, 27 camions pouvant transporter jusqu'à 250 qx chacun ont été mobilisés pour effectuer cette tâche, à raison de 2 à 3 voyages par jour.

Concernant la rémunération des agriculteurs ayant transféré leur production vers la CCLS, le responsable a indiqué que l'opération avance "au rythme voulu" parallèlement à la campagne de moisson-battage, soulignant que plus de 2100 producteurs ont perçu leurs dus jusqu'ici grâce à l'adoption du système de transferts directs vers les comptes bancaires des agriculteurs.

ENTREPRISES - FINANCEMENT

Lancement prochain du fonds national de financement des startup

Un fonds national de financement des startup sera lancé prochainement dans les domaines de l'innovation, a annoncé mardi à Sidi Bel-Abbès le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des startup, Yacine El-Mahdi Oualid.

Lors d'une visite à l'incubateur de Sidi Bel-Abbès relevant de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (technoparcs), le ministre a souligné que le Président de la République Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à mettre en service ce fonds dans les meilleurs délais en vue de financer les startup.

"Le ministère a concentré son travail depuis janvier dernier sur la recherche de solutions pour créer un financement plus approprié pour les entreprises émergentes dans un cadre juridique qui permet de bénéficier d'avantages et de facilités, de se concentrer sur l'innovation et de créer la richesse loin de toutes les formes de bureaucratie et d'obstacles administratifs qui entravent leur lancement effectif", a déclaré Yacine El-



Mahdi Oualid. "Les startup seront la locomotive de la nouvelle économie algérienne, qui reposera sur la connaissance", a-t-il affirmé, soulignant que "les entreprises émergentes sont capables de créer de la richesse en peu de temps, notamment dans les

différents domaines technologiques qui ont un avenir prometteur pouvant permettre l'exportation et faire de l'Algérie un pôle d'innovation important". En inspectant l'incubateur de Sidi Bel-Abbès et en prenant connaissance du bilan des projets proposés par

les startup de la région ouest du pays, le ministre a qualifié ce bilan d'important constituant un début réussi et encourageant malgré la conjoncture de la pandémie du coronavirus II a fait savoir que son département ministériel intensifiera ses efforts pour soutenir les entreprises émergentes et leur ouvrir la voie pour rattraper le manque à gagner à la période post Covid-19.

L'incubateur de Sidi Bel-Abbès regroupe 15 startup des wilayas de l'ouest du pays dont neuf (9) projets pour la wilaya de Sidi Bel-Abbès dans les spécialités de l'agriculture intelligente, le marché électronique, les statistiques sportives, le transport et la livraison électronique, et six (6) autres projets pour les wilayas d'Oran, Mostaganem et Aïn Temouchent.

HYDROCARBURES

Réduction de 50 % des dépenses de Sonatrach sans impacter l'activité de production

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a procédé à la réduction de son plan d'investissement et de ses dépenses de 50% durant les derniers mois, suite aux instructions du gouvernement, a indiqué mercredi à Alger le P-dg de Sonatrach, Toufik Hakkar.

Lors d'un point de presse en marge de la cérémonie de signature de plusieurs accords de coopération avec la compagnie énergétique italienne Eni, M. Hakkar a fait savoir à propos des projets futurs de Sonatrach, notamment dans le contexte de recul des prix du pétrole et du gaz suite à la crise du Covid-19, que la compagnie nationale a procédé à la réduction de 50% de ses dépenses et à la révision de son plan d'investissement sans impacter l'activité de production. "Nous avons différé certains projets, nous avons réétudié leur réalisation durant cette période mais nous avons maintenu les projets d'exploration et de production qui sont importants pour

nous", a-t-il expliqué. Selon M. Hakkar, cette réduction sera compensée à travers des partenariats afin de partager les coûts de certains projets. Cela nécessite, a-t-il dit, le développement de partenariats dans l'exploration et la production dans le cadre de la nouvelle Loi des hydrocarbures. "Cette loi nous donne l'occasion de discuter et de proposer certains projets à nos partenaires.

Nous avons déjà signé plusieurs accords de partenariat avec de grandes entreprises pour partager les risques liés à l'exploration et à la production", a rappelé le P-dg de Sonatrach. Selon lui, le but est d'assurer la sécurité énergétique du pays sur le moyen et long termes dans le but de renouveler les réserves du pays en hydrocarbures. Par ailleurs, le même responsable a assuré que la révision des différents projets n'a pas touché le secteur de la pétrochimie pour lequel l'investissement est maintenu, notamment à travers les

partenariats. Cela s'ajoute à la poursuite des projets d'énergie renouvelable tels que celui sur le site de Bir Rebaa Nord (en partenariat avec Eni) de 10 MW, ainsi que la prochaine réalisation d'un projet de 20 MW au niveau du site Menzel Ledjmet Nord (MLN). "Ces installations nous permettront d'économiser les quantités de gaz consommées au niveau de ces sites et de les commercialiser au niveau du marché local ou international. Cela contribuera également de baisser les coûts de production", a-t-il détaillé, indiquant que lors de l'amélioration des cours des hydrocarbures sur le marché international "nous reviendrons à notre plan initial de réalisation de l'ensemble des projets. Pour rappel, le président Abdelmadjid Tebboune avait instruit en avril dernier le groupe Sonatrach de réduire, de 14 à 7 milliards de dollars, les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement afin de préserver les réserves de change.

SONATRACH-ENI

Signature de plusieurs accords de coopération principalement dans le secteur gazier

La Compagnie nationale des Hydrocarbures Sonatrach et le groupe italien Eni ont signé mercredi à Alger plusieurs accords de coopération dans le secteur du gaz et un mémorandum d'entente portant sur les possibilités d'investissement dans l'exploration et la production d'hydrocarbures.

En présence du ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar et des P-dg des deux compagnies respectivement MM.

Toufik Hakkar et Claudio Descalzi, les deux parties ont signé un mémorandum d'entente (MoU) pour identifier les possibilités d'investir conjointement dans l'exploration et la production d'hydrocarbures en Algérie dans le cadre de la nouvelle Loi sur les hydrocarbures.

Le MoU couvre aussi l'examen des opportunités d'exploration et de production à l'international.

Il a été également procédé

à la signature de trois (03) accords gaz portant sur la commercialisation par Sonatrach, pour le compte des parties, du gaz sec issu des périmètres Ourhoud II, Sif Fatima II et Zemlet El Arbi, d'un volume annuel de près de 1,5 milliards m3, et ce jusqu'en 2049. De plus, un avenant du contrat de vente de gaz signé entre Sonatrach et Eni, fixant les conditions commerciales pour l'année gazière 2020-2021. Ledit contrat, datant de 1977, a été renouvelé en mai 2019 pour l'approvisionnement du marché italien pour une durée de huit (8) années fermes jusqu'en 2027, plus deux années optionnelles supplémentaires. Lors d'un point de presse en marge de cette cérémonie de signature, le ministre de l'Énergie a salué la poursuite des relations de partenariat entre les deux groupes énergétiques rappelant qu'Eni possède plus de 12

contrats de coopération avec Sonatrach dans l'exploration et l'exploitation.

"C'est (Eni, Ndlr) un partenaire historique et de premier plan pour l'Algérie dans le secteur de l'énergie", a réaffirmé M. Attar, soulignant l'intérêt de développer la coopération entre les deux parties dans les secteurs de l'amont, de l'aval et en matière de commercialisation dans un intérêt commun. Pour le P-dg de Sonatrach, le MoU permettra de renforcer les relations entre les deux parties dans les domaines de l'exploration et de l'exploitation en Algérie.

"Il y a beaucoup d'opportunités que nous devons examiner ensemble.

Il s'agira également d'évaluer les opportunités à l'international et de développer les projets d'énergie solaire au niveau des gisements de l'association Sonatrach-Eni", a indiqué M. Hakkar. Pour M. Descalzi, malgré la conjon-

ture internationale du secteur énergétique qui a nécessité la baisse des investissements de la compagnie italienne de près de 35%, "Eni a décidé de continuer et de rester avec un budget intégral en Algérie".

"Cela montre que nous travaillons bien avec nos associés en terme de temps, de procédures", a estimé le représentant italien.

Selon un communiqué de Sonatrach, "cette rencontre confirme la volonté des deux parties de développer leur partenariat dans divers segments de l'industrie pétrolière et gazière ainsi que dans le domaine des énergies renouvelables".

Des études pour la réalisation de nouveaux projets de centrales photovoltaïques à l'instar de celui réalisé au niveau du site de production de BRN, seront incessamment entamés, selon le même document.

PÉTROLE

Le Brent à 42,59 dollars, hier à Londres

Les prix du pétrole progressaient mercredi, aidés par la baisse des stocks américains rendue public par l'API mardi et l'espoir que celle-ci soit confirmée par les chiffres plus fiables de l'EIA plus tard dans la journée.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 42,59 dollars à Londres, en hausse de 3,20% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois d'août gagnait 3,28%, à 40,56 dollars.

La veille, les deux indices de référence ont chacun perdu un peu plus de 1%.

Les chiffres publiés mardi par l'American Petroleum Institute (API), une fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier, "apaisent les inquiétudes (des investisseurs) qui entourent une baisse de l'activité écono-



mique" aux Etats-Unis, a estimé un analyste.

L'API a fait état d'une baisse d'un ampleur inattendue des stocks de brut de 8,2 millions de barils la semaine dernière. De plus,

"les stocks d'essence ont diminué de 2,5 millions de barils, dépassant aussi les prévisions" a ajouté un autre analyste, un signe encourageant pour la reprise de la demande du

premier producteur mondial de brut.

Le rapport hebdomadaire très suivi de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks de brut dans le pays est jugé plus fiable que celui de l'API qui paraît habituellement la veille.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 26 juin sont attendues en baisse, d'un ampleur autrement moins important que celle de l'API, avec 500.000 barils de moins.

Les stocks américains avaient atteint un record pour la semaine achevée le 19 juin, à 540,7 millions de barils.

BREXIT

L'UE doit se préparer à un éventuel "no-deal" sur le Brexit (Merkel)

La chancelière allemande Angela Merkel a appelé mercredi l'Union européenne à se préparer à un éventuel "no-deal" sur le Brexit dans les négociations en cours sur la future relation commerciale avec le Royaume-Uni.

"Je continuerai à préconiser une bonne solution, mais nous, dans l'UE, devons et devrions nous préparer pour le cas où un accord ne serait pas conclu", a déclaré Mme Merkel devant la chambre des députés allemands, au premier jour de la présidence par l'Allemagne de l'Union européenne.

Le Royaume-Uni et l'Union européenne se sont lancés lundi dans cinq semaines d'intenses tractations sur leur relation post-Brexit, avec la volonté commune d'avancer enfin pour éviter un "no deal" potentiellement désastreux en fin d'année.

Le Royaume-Uni, qui a quitté l'UE le 31 janvier, continue d'appliquer les règles européennes jusqu'au 31 décembre. Si aucun accord n'était négocié d'ici là, les seules règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec leurs droits de douane élevés et leurs contrôles douaniers pous-

sés, s'appliqueraient aux relations commerciales entre ces partenaires.

Le Royaume-Uni devra "assumer les conséquences" d'une relation économique moins forte avec l'UE à l'issue du processus du Brexit, avait mis en garde dès samedi Angela Merkel dans plusieurs journaux européens.

"Si le Royaume-Uni ne veut pas de réglementation comparable à celle de l'Europe en matière d'environnement, de marché du travail ou de normes sociales, nos relations perdront en intensité", avait-elle notamment prévenu.

Plus de 100 PME mettent en garde le gouvernement contre un Brexit sans accord

Plus de 100 industriels et entrepreneurs britanniques pressent mercredi dans une lettre le gouvernement de Boris Johnson d'éviter à tout prix un Brexit sans accord, qui assombrerait des entreprises déjà fragilisées par l'impact de la pandémie.

Ces dirigeants, qui représentent surtout des associations professionnelles et des PME dont les liens sont étroits avec l'UE, regroupent au total plus de 20.000 salariés.

"La pandémie de coronavirus a créé un choc économique énorme à travers le Royaume-Uni et dans le monde. A seulement six mois de la fin de la période

de transition vers le Brexit en décembre, une absence d'accord ferait des dégâts considérables en privant d'emplois encore plus de gens", écrivent-ils.

Leur espoir est que le gouvernement obtienne le meilleur accord commercial possible avec l'UE et d'autres pays, notamment sur des normes communes, ce soit sur les aides d'Etat, l'emploi, le changement climatique ou la fiscalité.

Et ils rappellent qu'il est essentiel pour nombre d'entreprises de continuer à être alignées sur la réglementation européenne, afin de pas ralentir les échanges, en particulier dans la pharma-

cie, le domaine médical et la chimie.

Ces dirigeants demandent enfin un régime d'équivalence pour les services financiers.

"Les entreprises n'ont simplement pas le temps ni la capacité de se préparer à de gros changements dans les règles commerciales d'ici la fin de l'année, notamment parce qu'elles font déjà face aux conséquences du coronavirus", selon la lettre.

L'ensemble du patronat, dont la principale organisation la CBI, espère que Londres et Bruxelles parviendront à conclure un accord de libre-échange, qui évite des droits de douanes

et des formalités administratives à la frontière.

Le Royaume-Uni et l'Union européenne se sont lancés lundi dans cinq semaines d'intenses tractations sur leur relation post-Brexit, avec la volonté commune d'avancer enfin pour éviter un "no deal".

Il s'agit d'accélérer les discussions après quatre cycles de négociations troublés par le coronavirus et sans avancées majeures.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson souhaite être fixé dès juillet sur la possibilité d'un compromis mais les Européens considèrent le mois d'octobre comme plus réaliste.

CHINE

L'activité manufacturière accélère en juin

L'activité manufacturière en Chine s'est inscrite en juin à son plus haut niveau depuis plus de six mois, signe du redémarrage de l'activité dans le pays, selon un indice indépendant publié mercredi.

L'indice des directeurs d'achats (PMI) pour le secteur manufacturier, calculé par le cabinet IHS Markit pour le groupe de médias Caixin, s'est établi à 51,2 points le mois dernier, contre 50,7 en mai. Un niveau supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité

manufacturière et, en deçà, il traduit une contraction. L'indice s'était effondré en février à 40,3 avec la paralysie du pays provoquée par le Covid-19. L'enquête Caixin-Markit fait état d'une "reprise dans le secteur manufacturier" en juin, portée notamment par une accélération du nombre des commandes et une augmentation de la production pour le quatrième mois consécutif. La Chine, premier pays touché par le nouveau coronavirus fin 2019, est depuis parvenue à freiner considéra-

blement la contagion, malgré l'apparition d'un nouveau foyer à Pékin le mois dernier. Si l'activité reprend progressivement, les entreprises peinent toutefois à remplir leurs carnets de commandes, au moment où leurs principaux clients, en Europe et en Amérique du Nord, sont paralysés par le virus, relève Caixin. Résultat, la situation sur le marché de l'emploi reste difficile: les entreprises hésitent à embaucher et certaines ont même procédé à des licenciements, remarque Caixin.

USA

L'économie américaine a encore besoin de soutien, selon la Fed

L'économie américaine a redémarré plus tôt que prévu mais elle a encore besoin du soutien de l'Etat pour accélérer sa reprise face à une pandémie qui n'en finit plus: c'est en substance le message du président de la Banque centrale adressé mardi aux législateurs. "Nous sommes entrés dans une nouvelle phase importante et nous l'avons fait plus tôt que prévu", a constaté Jerome Powell, masque couvrant le visage lors de près de trois heures d'audition devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants. Chômage en baisse dès le mois de mai, reprise de la production, rebond historique en mai des ventes au détail et des dépenses de consommation, nette amélioration de la confiance des ménages en mai et juin: la première économie du monde enregistre de nombreux signaux encourageants "réflétant une reprise qui a démarré", a relevé M. Powell.

C'est une bonne surprise, a-t-il dit tout en relevant que la réouverture de l'économie s'était accompagnée de "nouveaux défis". Il a appelé à la prudence, alors que de nombreux indicateurs, à commencer par la production et l'emploi, restent à des niveaux très inférieurs à ceux d'avant la pandémie. Le rythme de la reprise est "extrêmement incertain" et "dépendra en grande partie du (de notre) succès à contenir le virus", a-t-il insisté. En outre, un rétablissement complet de l'économie est "peu probable" tant que les gens n'ont pas toute confiance dans le fait que le coronavirus est vaincu. Plus de 120.000 personnes sont mortes aux Etats-Unis du Covid-19 et de nouveaux foyers de la pandémie sont apparus en Californie, en Floride, au Texas et en Arizona.

AUTOMOBILE

Le constructeur Volvo rappelle 2,2 millions de voitures dans le monde

Le constructeur automobile suédois Volvo Cars, propriété du chinois Geely, rappelle près de 2,2 millions de véhicules dans le monde, dont 69.000 en France, pour régler un problème de ceinture de sécurité sur dix de ses modèles, a indiqué le groupe dans un communiqué. Dix modèles sont concernés par ce rappel tous produits entre 2006 et 2019, a ajouté la même source. Quelque 90.000 voitures sont également rappelées en Belgique. Le problème, explique Volvo, est lié à un câble d'acier relié aux ceintures avant de sécurité qui, dans certains cas "rares" - et selon le comportement de l'utilisateur - peut s'user au fil du temps, alerte le constructeur. "Cela pourrait éventuellement causer des dommages au câble, entraînant une réduction de la fonction de retenue des ceintures de sécurité", détaille-t-il. Selon Volvo, aucun accident lié à cette anomalie n'a été recensé. Le groupe a envoyé une lettre à tous les clients concernés leur demandant de contacter leur concessionnaire Volvo.

Racheté à l'Américain Ford en 2010 par le constructeur chinois Geely, Volvo Cars a redressé spectaculairement ses comptes et son image de marque. Il a misé en outre sur les voitures autonomes, où il est aujourd'hui l'un des plus avancés.

FRANCE - AVIATION

Air France supprimerait 7.500 postes d'ici fin 2022

La direction d'Air France s'apprête à supprimer plus de 7.500 postes d'ici fin 2022, selon une information donnée mardi par Franceinfo citant des sources syndicales. Au total, plus de 6.500 postes sont concernés chez Air France dont 430 pilotes, 1.560 hôtesses et stewards et environ 4.500 personnels au sol. La moitié de ces suppressions se feraient par départs naturels et le reste devrait se faire sous forme de départs volontaires. Près de 40% des emplois de la filiale, soit 1.025 postes, vont aussi être supprimés, a indiqué Franceinfo. Ces suppressions ont lieu tandis que l'Etat français a prêté 7 milliards d'euros à la compagnie aérienne. "Si demain Air France fait faillite, ce sont 7 milliards qui partent en fumée et dont je suis responsable", avait prévenu le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, le 18 juin sur les ondes de France Inter, estimant que la compagnie devait "renouer avec les bénéficiaires". "Il réagissait à une première annonce faite par la direction d'Air France quant à la suppression de 8.000 emplois, en raison de l'impact de la crise sanitaire sur le trafic aérien.

De son côté, Franceinfo a fait savoir mardi qu'un comité social et économique central (CSEC) se tiendrait le vendredi 3 juillet chez Air France.

ANIMAUX - PROTECTION

Tipasa : réapparition de l'hyène rayée après une absence de plusieurs décennies

Une hyène rayée, une espèce disparue depuis les années 80 du siècle dernier, a été aperçue dans les forêts de Tipasa, a-t-on appris, mardi, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.



Il s'agit d'un couple d'hyènes rayées, repérés au niveau de la forêt "Berrouis", entre Hadjout et Nador, selon le signalement de l'association des chasseurs "El Mostakbal", dont des membres ont assuré avoir vu cet animal protégé, après une disparition, qui remonte aux années 80, a indiqué Mohamed Djamel, conservateur principal, et responsable du service de protection de la faune et de la flore auprès de cette direction.

Signalant, également, une démarche en cours pour "confirmer certaines informations relayées sur les réseaux sociaux, à propos de l'apparition de ce même animal (hyène rayée), menacé d'extinction, dans les forêts de Merad, au sud de Tipasa, ou l'on s'atèle à suivre sa piste", a expliqué le même responsable. Selon Mohamed Djamel, le retour de ces espèces sauvages menacées, dont le rôle est primordial pour l'écosystème, peut s'expliquer par le fait qu'ils ne sont pas "en situation de stress". Ce qui est le résultat d'une disponibilité de "nourriture" dans leur milieu naturel, a-t-il observé. Le responsable a rappelé, par la même, le signalement, ces dernières années, de la réapparition de la genette commune dans les forêts de Tipasa, un petit carnivore protégé par la loi. Il a, en outre, souligné l'intérêt de la réapparition de l'hyène rayée pour l'écosystème local, eu égard au fait que ce mammifère carnivore se nourrit des restes d'animaux morts. D'où sa contribution dans le "nettoyement naturel" de la forêt, de ces déchets pouvant constituer des nids de maladies, selon des spécialistes. Ces mêmes spécialistes estiment que le signalement de ce couple d'hyènes rayées (un mâle et une femelle) dans les forêts de Tipasa "augure d'une bonne perspective de reproduction de cet animal dans la région", eu égard au fait que la femelle de l'hyène rayée peut donner naissance à une portée de cinq petits, après une période de gestation de 90 jours. L'hyène rayée est un mammifère carnivore appartenant à la famille des hyénidés. Elle se compose de cinq espèces peuplant une grande partie du Nord-Est de l'Afrique, du Moyen-Orient, et jusqu'à l'Inde. Elle est moins dépendante de l'eau que la hyène tachetée, ce qui lui permet de coloniser des régions arides comme le Sahara, et divers milieux comme les savanes arides, les forêts, les broussailles, les rochers et les régions montagneuses qui lui fournissent de nombreux abris, selon Wikipedia.

ARBORICULTURE À AÏN DEFLA

Le feu bactérien à l'assaut du poirier

Deuxième espèce arboricole fruitière après la culture de l'olivier, mais la première en termes de volume et de valeur de production de fruits, toutes espèces confondues à l'échelle de la wilaya de Aïn Defla, la culture du poirier est, cette année, sérieusement menacée par le feu bactérien, une maladie affectant les arbres fruitiers et dont l'impact négatif sur la production "est indéniable", soutiennent des professionnels du secteur.

Alors qu'elle caracolait, l'année passée, en tête des wilayas productrices de ce fruit à pépins avec une production annuelle avoisinant les 750 000 qx, ne voilà-t-il pas que l'avènement de cette maladie bactérienne à Aïn Defla est venue compromettre la campagne de cueillette de la poire dont le coup d'envoi est prévue pour la mi-juillet en cours, souligne-t-on.

Faisant état de plus de 80 % de ses vergers affectés par le feu bactérien, Moussa Sahnoune, un arboriculteur disposant de 7000 poiriers dans la région d'Arrib (14 km au nord du chef-lieu de wilaya), constate "une plus grande virulence" de la bactérie comparativement aux années précédentes.

Par le passé, la bactérie touchait, de façon générale, les branches, mais cette année, même les fruits ont été affectés", déplore-t-il, signalant que les analyses qu'il a faites à l'Institut national de protection des végétaux (INPV) attestent, de manière formelle, que les poiriers ont été infectés par le feu bactérien.

Selon lui, des arboriculteurs des régions de Djendel, Aïn Soltane, Khémis Miliana, Aïn Defla, Djelida et Bir Ould Khélifa lui ont fait part du même constat, en dépit du fait qu'ils aient recouru aux pesticides d'usage. S'attardant sur la réputation des poires produites à Aïn Defla, il observe que celle-ci s'explique, principalement, par la fertilité du sol (riche en calcium), mais également par rapport aux conditions climatiques sévissant en temps "normal".

L'année dernière, nombre de commerçants disposant de chambres froides à Blida et à Alger ont acheté la quasi-totalité de la production de poires de Aïn Defla compte tenu du fait que celles-ci garde toutes leurs propriétés même conservées durant une période relativement longue",

ENVIRONNEMENT - DÉCHETS

Nacera Benharath : "entame de l'organisation de la filière des déchets plastiques"

La ministre de l'Environnement, Nacera Benharath a annoncé, mardi à partir de Boumerdes, l'entame par son département ministériel, de la mise en œuvre du projet d'organisation de la filière des déchets plastiques, dans le cadre d'un partenariat avec des entreprises spécialisées étrangères.

"Nous avons entamé de larges concertations avec des entreprises allemandes pour la mise en œuvre du projet d'organisation d'un nombre de filières, à commencer par celle du plastique", a indiqué la ministre lors d'un point de presse, en marge d'une visite de travail dans la wilaya.

Signalant la tenue, à cet effet, en février dernier, de rencontres de concertation avec des opérateurs des secteurs des pneus usagés, des huiles usagées, et des batteries usagées.

Cependant, la crise sanitaire du Covid-19, qui a affecté l'Algérie au même titre que de nombreux pays de la planète, et les mesures de lutte contre ce virus, préconisant notamment l'interdiction de l'organisation de rencontres avec les partenaires concernés, ont, selon Mme.

Benharath, "quelque peu retardé la concrétisation des objectifs du secteur en la matière".

S'exprimant sur la stratégie du secteur relative à la protection des systèmes environnementaux et de la biodiversité, elle a soutenu que la "feuille de route" mise en place, à cet effet, "englobe tous les secteurs", avec une option prise pour s'attaquer "en premier aux secteurs les plus sensibles, objets de risques, les forêts notamment", a-elle fait savoir. En inspectant une usine privée de production



de brique isolante (à isolation thermique), à Tidjelabine (Est de Boumerdes), la ministre a affirmé la mise à disposition, par ses services, de tous les " moyens et ressources nécessaires" pour "l'accompagnement de ce type de startups, qui œuvrent en vue d'innover dans des domaines écologiques", susceptibles, a-t-elle dit, de "réduire de 40 % la consommation de l'énergie au niveau des foyers".

Après un exposé détaillé sur le Centre d'enfouissement technique de déchets (CET) de Corso (au nord), dédié aux déchets de 26 communes de Boumerdes et d'Alger, la ministre de l'Environnement a inauguré le 2ème casier de col-

lecte et d'enfouissement des déchets du CET, suite à l'arrivée à saturation du 1er casier, depuis plusieurs mois.

Sur place, elle a fait part d'une démarche entreprise en vue de changer l'appellation des CET, à travers 1 e pays, en "Centres de valorisation des déchets solides", a-t-elle dit. Estimant que cette nouvelle appellation est "plus adaptée aux objectifs du secteur visant la généralisation du tri sélectif des déchets à tous les pays, conformément aux normes environnementales en vigueur".

"Le tri sélectif ouvrira d'importantes perspectives pour les startups intéressées par ce secteur d'avenir, outre sa contribution dans

la création de la richesse et de postes d'emploi", a-elle soutenu, à ce propos.

A Cap Djinet, Mme.

Nacera Benharath a visité la nouvelle centrale électrique (1,131mgwt), entrée en service en juillet 2019.

Sur place elle a présidé une cérémonie de signature d'un accord de partenariat entre une entreprise sud coréenne, réalisatrice de cette centrale, et l'entreprise " Green Sky ", agréée par le ministère de l'Environnement pour la prise en charge des déchets chimiques liquides présents dans les bassins de cette nouvelle station de production d'électricité.

La ministre a loué la signature de cet accord, devant permettre, a-t-elle dit, de "traiter les déchets industriels dangereux, au niveau de la centrale, à partir d'aujourd'hui et tout au long de l'année", à travers un partenariat et une coopération avec une startup algérienne".

Mme.Nacera Benharath a inspecté, par la même, une unité de recyclage des déchets plastiques à Ouled Moussa (ouest de Boumerdes), au même titre que les containers de tri de déchets solides installés sur le front de mer de la ville de Boumerdes, avant d'honorer un nombre d'employés de l'entreprise d'hygiène " Medinet ", relevant du CET de Corso.

dans ses manifestations asymptomatiques.

"Souvent, pour ne pas dire toujours, les manifestations du feu bactérien sont asymptomatiques dans la mesure où la bactérie est présente au niveau des vergers, mais ne peut être décelée qu'à travers les analyses de laboratoires", a-t-il fait savoir, se réjouissant que la pomme ait été épargnée cette année par le redoutable microbe.

Il a déploré le fait que certains vergers aient été touchés à 100 % par le feu bactérien, un état de fait qui, a-t-il précisé "a été exacerbé par le fait que 90 % des cultures de poirier à l'échelle de la wilaya sont dédiées à la Santa Maria." Le même responsable a, par ailleurs, estimé que l'avènement de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a empêché les arboriculteurs de sortir dans les champs s'en vue de traiter leurs cultures et de tenter, un tant soit peu, de contenir le feu bactérien.

Observant que certains procédés de taille et d'élagage accélèrent la dissémination de la maladie à travers le territoire de la wilaya, Amar Saâdi, un ingénieur agronome à la retraite a, pour sa part, mis l'accent sur la nécessité de procéder à l'arrachage des plants atteints par le feu bactérien afin, assure-t-il, de sauvegarder les jeunes plantations de poiriers effectuées dans le cadre de l'extension et du renouvellement des vergers anciens.

M. Saâdi, ayant par le passé occupé la fonction de chargé des statistiques à la DSA de Aïn Defla, relève l'importance de l'organisation de rencontres périodiques impliquant les responsables du secteur au niveau local (DSA, chambre d'Agriculture, Conseil professionnel) en vue de "réfléchir à une stratégie à même de sauvegarder cette culture et d'assurer son essor et son développement durable en terme de qualité, de rendement et de diversification variétale".

"Menée comme il se doit, cette démarche à laquelle il y a lieu d'associer les chercheurs de l'université ainsi que ceux de l'Institut des techniques arboricoles fruitières (ITAF), des experts nationaux ou étrangers, permettra, à coup sûr, à la filière arboricole de se développer davantage au niveau de la wilaya", a soutenu M. Saâdi.

ONU - CORONAVIRUS

Bachelet : "les droits humains sont indispensables pour la reconstruction du monde de l'après Covid-19"

Les droits humains sont indispensables pour la reprise et la reconstruction du monde de l'après Covid-19, a déclaré mardi à Genève la Haute Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, à l'ouverture de la 44e session du Conseil des droits de l'homme.

Six mois après la détection des premiers cas, il est clair que cette épidémie menace à la fois la paix et le développement - et qu'elle exige davantage de droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, et pas moins", a déclaré la Haute Commissaire.

Un accès inadéquat aux soins de santé et à d'autres installations clés aggrave leur risque de pandémie, tandis que l'absence de données ventilées entrave l'adoption de mesures adaptées pour répondre à leurs besoins.

"Il est temps que cette négligence cesse", a souligné la cheffe des droits humains de l'ONU.

La Covid-19 a particulièrement aggravé l'exclusion et la discrimination subies par les femmes et



les filles, rappelle l'ONU.

Elles ne disposent pas d'une protection sociale suffisante en raison de leur forte concentration dans des emplois informels.

Leur statut est fragile et leur rémunération faible.

Aussi, selon l'agence onusienne, les personnes âgées subissent le plus grand nombre de morts et les pires préjudices médicaux.

"Les taux choquants de contagion et de décès dans les foyers de soins suggè-

rent de graves lacunes dans l'approche adoptée par certaines autorités nationales quant à l'impact de la pandémie sur le secteur des foyers de soins", estime Mme Bachelet.

En outre, la Haute Commissaire s'est dite consternée par les informations indiquant que dans de nombreux pays, les membres des communautés minoritaires et les migrants sont confrontés à une stigmatisation croissante - y compris, dans certains cas, de la part des responsables politiques. "La discrimination tue. Priver les gens de leurs droits sociaux et économiques tue.

Et ces morts et ces méfaits nuisent à toute la société", a alerté Mme Bachelet.

IRAN

Au moins 13 morts dans une explosion à Téhéran

Treize personnes sont mortes mardi soir dans une puissante explosion dans une clinique du nord de Téhéran, a rapporté l'agence de presse Isna, citant les services médicaux d'urgence.

L'explosion, qui a eu lieu au centre de santé de Sina Athar, a également causé des dommages aux bâtiments alentour et envoyé un panache d'épaisse fumée noire dans le ciel, a rapporté la télévision d'Etat.

JAPON

Les sacs plastiques sont devenus payants

Les commerces au Japon ont commencé mercredi à facturer les sacs en plastique, en vertu d'une réforme législative entrée en vigueur et visant à freiner l'amour immodéré des habitants du pays pour ces emballages polluants.

Les magasins sont libres de fixer le prix de leur choix pour ces sacs.

Aussi leur tarif est symbolique, tournant autour de 3 yens (moins de 3 centimes d'euro).

De nombreuses communes du Japon exigent un tri minutieux (plastique, canettes, papiers, etc.), mais la majeure partie des ordures ménagères y compris du plastique est néanmoins incinérée, un procédé producteur de gaz à effet de serre.

Boîte de déjeuner jetables, bananes ou même pruneaux emballés individuellement, emballages doubles: au pays du client roi, le refus d'un couvercle sur son café ou d'un petit sachet pour protéger un aliment déjà sous plastique suscite le plus souvent l'étonnement. En 2018, le gouvernement a cependant dévoilé un objectif de réduction d'un quart d'ici à 2030 de sa production annuelle de déchets plastiques, qui était de 9,4 millions de tonnes. Le Japon est le deuxième producteur mondial de déchets en plastique par habitant après les Etats-Unis, selon l'Organisation des Nations unies.

L'introduction d'un paiement généralisé pour les sacs a "pour objectif d'encourager les gens penser à deux fois avant de décider si le sachet est vraiment nécessaire et à revoir leur mode de vie", a indiqué le gouvernement.

CHINE

14 morts et huit disparus après de fortes pluies au Sichuan

Quatorze (14) personnes sont mortes et huit autres sont portées disparues depuis mardi suite à des pluies torrentielles dans le district de Mianning de la province chinoise du Sichuan (sud-ouest), ont annoncé, mercredi, les autorités locales.

Un précédent bilan évaluait le nombre de morts et disparus à respectivement douze et dix.

Deux personnes portées disparues ont été retrouvées et leur mort confirmée, d'après le bureau de l'information du gouvernement du district de Mianning.

De fortes pluies se sont abattues sur Mianning le 26 juin. A ce jour, 5,660 personnes se trouvent dans des abris temporaires installés dans le bourg de Yihai, et le sous-arrondissement de Gaoyang dans le district, d'après le bureau. Les pertes économiques directes suite aux pluies torrentielles étaient de 738 millions de yuans (environ 104 millions de dollars), a noté le bureau. Les opérations de secours sont en cours.

TUNISIE - IMMIGRATION

Plus de 130 candidats à l'immigration clandestine interceptés au large des côtes tunisiennes

Plus de 130 candidats à l'immigration clandestine vers l'Europe, en majorité des Tunisiens, ont été interceptés par des garde-côtes tunisiens, dans la nuit de dimanche à lundi, a révélé le ministère de l'Intérieur.

Lors d'une première opération, "75 personnes âgées de 18 à 51 ans" ont été interceptées au large de l'archipel de Kerkennah (centre-est), après que leur embarcation a coulé, a précisé le ministère.

Les forces de sécurité ont également arrêté 22 personnes de 20 à 27

ans, qui étaient à bord d'un bateau au large de Kerkennah, près de la ville portuaire de Sfax, relève-t-on.

Les autorités ont enfin fait avorter, lors d'une troisième opération à Sousse, un départ qui aurait été organisé par des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, en interceptant 36 étrangers rassemblés dans une maison, a-t-on souligné de même source.

Le porte-parole de la Garde nationale, Housemeddine Jebabli, a indiqué que tous ceux qui ont été secourus

étaient des Tunisiens et "personne n'a disparu en mer".

"Nous avons également arrêté six personnes soupçonnées d'être les organisateurs de la traversée et des intermédiaires, originaires de différents pays d'Afrique subsaharienne", a-t-il dit.

Au cours des cinq premiers mois de cette année, 280 personnes tentant d'émigrer clandestinement ont été arrêtées au cours de 144 opérations, selon des statistiques du ministère de l'Intérieur.

TURQUIE - MIGRATIONS

Arrestation d'une embarcation avec 60 migrants

La Turquie a annoncé, mercredi, avoir arrêté 11 personnes après le naufrage d'une embarcation qui transportait jusqu'à 60 migrants, dont au moins six ont perdu la vie, sur un lac situé dans l'est du pays.

Selon le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu, l'embarcation, qui transportait entre 55 et 60 migrants sur le lac de Van, a coulé samedi soir en raison de mauvaises condi-

tions météorologiques. "En ce moment, 11 personnes sont en garde à vue" dans le cadre de l'enquête menée sur cet accident, a indiqué M. Soylu, ajoutant que les corps sans vie de six migrants avaient été retrouvés.

Le sort des autres passagers n'était pas connu dans l'immédiat. Des équipes de plongeurs étaient mercredi à la recherche de l'épave, a ajouté le minis-

tre, indiquant que l'alerte n'avait été donnée par les autorités locales que le dimanche soir, soit près de 24 heures après le naufrage.

Selon des médias turcs, les passagers de l'embarcation étaient originaires du Pakistan, d'Afghanistan et d'Iran.

La Turquie est l'un des principaux pays de transits des migrants qui cherchent à se rendre en

Europe. En décembre, une embarcation transportant plusieurs dizaines de migrants avait coulé dans le lac de Van, faisant sept morts. Le lac est situé dans la province du même nom, qui se trouve sur la route de migrants cherchant à rejoindre l'Europe.

La Turquie est l'un des principaux pays de transits des migrants qui cherchent à se rendre en Europe.

ITALIE

Saisie de 14 tonnes d'amphétamines produites en Syrie par l'EI

La police italienne a annoncé mercredi la saisie record de 14 tonnes d'amphétamines, sous la forme de 84 millions de comprimés de captagon produits en Syrie par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech).

Cette prise réalisée dans le port de Salerne (au sud de Naples) a une valeur d'un milliard d'euros sur le marché, précise un communiqué de la police italienne, évoquant "la plus grande saisie d'amphétamines au niveau mon-

dial". Selon l'enquête chapeauté par le parquet de Naples, la drogue se trouvait dans trois conteneurs suspects, contenant des cylindres de papier à usage industriel et des machines.

Ces cylindres de papier en multi-couches, d'environ 2 mètres de haut et d'un diamètre de 1,40 mètre (probablement fabriqués en Allemagne), permettaient chacun de dissimuler environ 350 kg de comprimés placés dans les couches intérieures sans pouvoir être détectés par un

scanner. Les comprimés étaient estampillés avec le symbole "captagon", un médicament classé comme produit stupéfiant.

"On sait que l'EI finance ses propres activités terroristes surtout par le trafic de drogue synthétique produite en Syrie, qui pour cette raison est devenue ces dernières années le premier producteur mondial d'amphétamines", souligne le communiqué de la police.

S A N T É - A L G É R I E

CORONAVIRUS-GUÉRISON Bouira: le taux de guérison du Covid-19 dépasse les 92 %

Le taux de guérison du nouveau Coronavirus à Bouira a dépassé le seuil des 92 %, a indiqué mardi le directeur de la santé publique (DSP), M. Mohamed Laib en marge d'une session de l'assemblée populaire de wilaya (APW). "Nous avons enregistré un taux de guérison du Covid-19 de 92,85 %, soit 230 guéris depuis le début de la pandémie jusqu'à la date du 17 juin", a expliqué à l'APS M. Laib, attribuant ce taux élevé de guérison à plusieurs facteurs, dont notamment les soins précoces et le recours au protocole de traitement à base de Chloroquine et d'autres médicaments. "L'état de santé et la vulnérabilité des personnes sont déterminants aussi dans ce genre de situations, d'après nos experts", a ajouté le DSP. Selon les détails fournis par le même responsable, les structures de santé de la wilaya de Bouira disposent de 20 lits de réanimation.

Le secteur compte au total plus de 500 employés et a mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires pour lutter contre cette pandémie du Covid-19 avec la mise en place d'un plan de riposte mené sur le terrain par une commission de commandement opérationnel.

Avec le rebond de cas enregistré depuis quelques jours à Bouira, "nous sommes en train de renforcer l'effectif afin de freiner le cours de la pandémie", a indiqué M. Laib, qui a appelé les populations de la wilaya à plus de vigilance et de conscience.

"Le confinement, et le respect des mesures barrières sont indispensables pour arrêter la propagation de ce virus invisible", a insisté M. Laib. Le DSP a précisé en outre que les communes de Sour El-Ghouzlane (Sud de Bouira), Ain Bessam (Ouest), et Bouira demeurent les foyers les plus touchés par cette pandémie.

La wilaya de Bouira a recensé 13 décès liés au nouveau Coronavirus.

ORAN - COVID-19 Formation d'enquêteurs en épidémiologie sur l'utilisation d'une nouvelle application mobile

Des enquêteurs en épidémiologie relevant de plusieurs établissements de santé de la wilaya d'Oran bénéficient d'une formation sur l'utilisation d'une nouvelle application mobile, destinée à faciliter l'accès aux données sur les cas Covid-19, a indiqué mardi le chargé de communication de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP). Organisée mardi à l'EHU d'Oran, la formation est assurée par les membres de la commission des enquêtes épidémiologiques relevant du Premier ministère, dépêchés à Oran dans le cadre du suivi de la situation sanitaire causée par le nouveau coronavirus. Le DSP, Dr Youcef Boukharri, a précisé à l'APS que l'application mobile facilite aux enquêteurs l'accès aux données sur les cas positifs au Covid-19, selon leurs zones d'habitation, de travail et autres. La commission des enquêtes épidémiologiques, présente depuis lundi à Oran, a effectué des visites à plusieurs établissements de santé, comme le CHU d'Oran, les EPS (établissement public de santé de proximité) à Tlélat, Sénia et Bouamama, l'EPH (établissement public hospitalier) d'A rzew, avant de se rendre à l'EHU d'Oran, a-t-on relevé.

Les visites visent à s'enquérir des conditions de prises en charges des malades covid-19, mais surtout sur la façon de faire en matière d'enquêtes épidémiologiques, a expliqué Dr Boukharri. La wilaya d'Oran, qui connaît une recrudescence dans le nombre de cas de covid-19 depuis quelques jours figurant ainsi parmi les foyers de la pandémie, doit redoubler de vigilance, a-t-il souligné, affirmant que les enquêtes épidémiologiques constituent un outil important pour endiguer la propagation de ce virus.

Plus de 1,500 cas positifs ont été enregistrés à Oran depuis le début de la pandémie, avec pas moins de 600 enquêtes épidémiologiques, a relevé Dr Boukharri.

365 nouveaux cas, 143 guérisons et 8 décès durant les dernières 24h

Trois cent soixante-cinq (365) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 143 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 14272, soit 32,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 920 alors que le nombre des patients guéris est passé à 10040, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

Il a, à ce propos, fait remarquer que les personnes âgées de 60 ans et plus représentent 75% du total des décès.

En outre, 32 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 12 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Selon la même source, 16 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis



navirus durant les dernières 24 heures. Selon la même source, 16 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis

que 20 autres ont notifié plus de 6 cas chacune.

Par ailleurs, 48 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar.

Enfin, le même responsable a souligné que "la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique", rappelant "l'obligation du respect du confinement et du port des masques". Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celle souffrant de maladies chroniques.

CORONAVIRUS - PRÉVENTION Le DGSN met l'accent sur la rigueur dans la mise en œuvre des mesures de lutte contre la Covid-19

Le Directeur général de la sécurité nationale (DGSN), Khelifa Ounissi, a mis l'accent mardi à partir de Batna sur "la nécessité de faire preuve de rigueur dans la mise en œuvre des procédures et mesures relatives à la lutte contre la Covid-19".

"C'est un message adressé à toutes les wilayas du pays sans exception", a martelé le DGSN lors de l'inauguration du nouveau siège de la sûreté de wilaya à la cité Belle vue, au chef-lieu.

Considérant cela comme une "affaire nationale", le DGSN a ajouté que les autorités publiques ont donné des instructions qui doivent être impérativement appliquées, avertissant, dans ce contexte, contre le laxisme dans l'application des mesures, pouvant induire, a-t-il dit, une plus grande propagation du virus. M. Ounissi a également présidé l'inauguration de sept structures de police, réalisées à travers la wilaya, susceptibles de renforcer la couverture sécuritaire au profit du citoyen et assurer sa sécurité et ses biens.

Il s'agit du nouveau siège de la sûreté de wilaya, un complexe pour les services de la

police dans la ville de Batna, comprenant une septième sûreté urbaine, une brigade de recherche et d'intervention, un service de la police de l'urbanisme et de l'environnement, les sièges de sûreté des daïras de Seggana, Ouled Si Slimane et Bouzina, ainsi que ceux de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Timgad et de la sûreté urbaine externe de la commune de Oued El Ma.

A chacune de ses haltes, le Directeur général de la sûreté nationale a prodigué des conseils et donné des orientations aux cadres de son secteur, tout en écoutant les explications inhérentes aux structures inaugurées et les logements de fonction qui leurs sont associés, afin de permettre au policier d'exercer son devoir professionnel dans des conditions appropriées et stimulantes visant à promouvoir les services fournis aux citoyens.

En marge de sa visite dans la wilaya de Batna, le DGSN a également présidé la cérémonie de remise de décisions d'affectation de logements publics locatifs au profit de 77 agents de la sûreté nationale. Pour sa part,

l'inspecteur régional de la police de l'Est, le contrôleur de police Mohand Cherif Daoud, a indiqué que la DGSN œuvre perpétuellement à assurer une bonne implantation de ses services afin de garantir la sécurité du citoyen et de ses biens, ajoutant que la couverture sécuritaire dans la wilaya de Batna a atteint "un taux de 100% au niveau de 21 daïras", notamment avec la mise en service des nouvelles structures.

De son côté, le commissaire divisionnaire, Omar Laaroum, responsable de la cellule de communication de la DGSN, a fait savoir que les structures inaugurées aujourd'hui (mardi) dans la wilaya de Batna visent à promouvoir le service public et à rapprocher la police du citoyen et ce, après avoir été renforcées par un effectif qualifié.

Ces structures relevant du secteur de la sûreté sont dotées d'équipements technologiques à même de contribuer à fournir les prestations souhaitées par les citoyens, en plus des lignes vertes et la ligne fixe d'urgence (17 ou 104), une page officielle sur Facebook et un compte Twitter, a ajouté le commissaire divisionnaire Omar Laaroum.

CONSTANTINE - COVID-19 Plus de 250 consultations médicales assurées par jour pour des sujets suspectés infectés

Plus de 250 consultations médicales sont assurées par jour pour des sujets suspectés infectés par la Covid-19, aux structures de santé chargées de la prise en charge des malades atteints de ce virus à Constantine, a indiqué mercredi le directeur local de la santé et de la population (DSP), Adil Daàs. Le même responsable a relevé qu'une moyenne d'admission quotidienne atteignant parfois les 36 cas de malade du Covid-19 est signalée, "comme ce fut le cas à la fin de la semaine passée" appelant à davantage de vigilance et de respect des gestes barrières pour lutter contre cette pandémie. M. Daàs a, dans ce sens, souligné à l'APS, que les trois hôpitaux chargés de la prise en charge des cas du Covid-19, le CHU-Dr Benbadis, l'hôpital de Didouche Mourad, auparavant disposant de 90 lits pour le traitement des malades infectés par le coronavirus "pour faire face à

la pression exprimée", a indiqué, de son côté, le directeur, de cet établissement hospitalier, Abdelkrim Benmhidi. L'entrée en vigueur de la deuxième phase de la feuille de route de sortie progressive et flexible du confinement et de reprise de certaines activités commerciales, économiques et sociales, a été marquée à Constantine par un relâchement des mesures de prévention entraînant des contaminations en série parmi le personnel de plusieurs établissements publics dans divers secteurs, fermés au public puis réouverts, après des opérations de désinfection et mise en quarantaine de cas suspectés infectés par le virus. Aussi, des instructions pour renforcer le contrôle dans les marchés, les lieux publics et les administrations notamment ont été données au début de cette semaine par le wali Ahmed Abdelhafid Saci pour endiguer la propaga-

tion de la pandémie dont le bilan affiche, aux dernières 24 heures, à Constantine, selon les statistiques du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19), 25 morts, 585 cas confirmés et 359 guérisons, depuis le début de l'épidémie. Le chef de l'exécutif local avait également tenu une rencontre de sensibilisation avec des représentants d'associations et de la société civile et relevé la nécessité de doubler d'efforts pour sensibiliser quant l'importance du respect des gestes barrières comme l'hygiène des mains, la distanciation physique, et surtout le port du masque. Des instructions fermes ont été également données aux services de sécurité pour être "intransigeants" face à tout dépassement ou négligence constaté dans l'application des gestes barrières, ont affirmé les services de la wilaya.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DE LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 506.818 morts et 10.372.230 cas

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 506.818 morts dans le monde depuis que la Chine a fait officiellement état de l'apparition de la maladie en décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi à 19H00 GMT.

Plus de 10.372.230 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 5.207.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec



126.512 décès pour 2.612.259 cas. Au moins 705.203 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 58.314 morts pour 1.368.195 cas, le Royaume-Uni avec

43.730 morts (312.654 cas), l'Italie avec 34.767 morts (240.578 cas), et la France avec 29.843 morts (201.208 cas). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de

83.531 cas (19 nouveaux entre lundi et mardi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.469 guérisons.

L'Europe totalisait mardi à 19H00 GMT 196.987 décès pour 2.676.496 cas, les Etats-Unis et le Canada 135.147 décès (2.716.403 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 114.108 décès (2.536.617 cas), l'Asie 34.418 décès (1.280.698 cas), le Moyen-Orient 16.137 décès (756.649 cas), l'Afrique 9.888 décès (396.045 cas), et l'Océanie 133 décès (9.328 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

BURUNDI
Le Covid-19 "le plus grand ennemi des Burundais"

Le nouveau président burundais M Ndayishimiye a déclaré mardi le Covid-19 comme "le plus grand ennemi des Burundais", imposant une volte-face complète à son pays qui avait jusqu'ici largement ignoré l'épidémie.

"Je déclare la pandémie de Covid-19 comme le plus grand ennemi des Burundais, car c'est clair qu'elle est devenue aujourd'hui leur principale préoccupation", a lancé le chef de l'Etat après la prestation de serment de son nouveau gouvernement à Bujumbura.

Il s'agit d'un revirement absolu par rapport à l'attitude de son prédécesseur Pierre Nkurunziza, décédé subitement le 8 juin, officiellement d'un arrêt cardiaque, qui avait estimé que le Burundi était protégé par "la grâce divine". Le gouvernement précédent n'avait pas imposé de confinement aux quelque 11 millions d'habitants, contrairement à certains de ses voisins, et avait maintenu les élections générales du 20 mai sans imposer de mesures de distanciation sociale. Officiellement le Burundi n'a recensé que 170 cas de Covid-19 pour un décès. Ce bilan laisse sceptiques bien des médecins, selon lesquels de nombreux cas et décès de personnes présentant les symptômes du virus ont été exclus de ces chiffres. Les Burundais se demandent aujourd'hui si Pierre Nkurunziza, qui selon une source médicale contactée était en "détresse respiratoire" au moment de sa mort, n'a pas lui-même succombé à cette maladie.

"Nous nous engageons à combattre résolument cette pandémie", a insisté M. Ndayishimiye, invitant "tout Burundais ou tout étranger qui vit au Burundi à se lever pour lutter contre le coronavirus".

Cela passe, selon lui, par "un strict respect des mesures barrières que le ministère de la Santé va désormais afficher partout à travers le pays". Il a indiqué que le gouvernement allait subventionner à 50% le prix du savon et diminuer le prix du m3 d'eau jusqu'à ce que la pandémie soit endiguée. Il a aussi rappelé que les tests et les soins pour le nouveau coronavirus étaient gratuits. Le Burundi ne compte qu'un seul centre de dépistage, qui dispose de moins de 10 techniciens capables de faire les tests pour le Covid-19. Le président a promis que des équipes de dépistage seraient installées dans toutes les régions et que des campagnes de dépistage seraient lancées "partout où des cas positifs au coronavirus seront signalés". Ce changement de cap fait suite à un don de 5 millions de dollars (4,45 MEUR) de la Banque mondiale à la mi-juin pour aider le Burundi à lutter contre le coronavirus, a expliqué un haut cadre du ministère de la Santé, sous couvert d'anonymat.

USA

L'épidémie flambe aux Etats-Unis

Les responsables sanitaires américains ont reconnu mardi ne pas contrôler "totalemment" la pandémie et redouter une explosion du nombre de cas aux Etats-Unis, exclus d'une liste de 15 pays auxquels l'Union européenne a décidé de rouvrir ses frontières. Vu la gravité de la situation, le candidat démocrate à la Maison Blanche, Joe Biden, 77 ans, a renoncé à organiser des meetings pour la présidentielle de novembre, contrairement à son rival républicain Donald Trump.

"Il s'agit de la campagne la plus étrange de l'histoire moderne, me semble-t-il", a souligné l'ancien vice-

président de Barack Obama dans son Etat du Delaware. "Je vais suivre les consignes du docteur, pas juste pour moi mais pour le pays.

Et cela veut dire que je ne vais pas organiser de meetings", a-t-il ajouté.

Plus tôt, le Dr Anthony Fauci, éminent membre de la cellule de crise présidentielle sur le coronavirus, avait reconnu que les autorités sanitaires n'avaient "pas le contrôle total" sur la pandémie. "Je ne serais pas surpris si nous atteignons 100.000 (nouveaux cas, ndr) par jour si on ne renverse pas la tendance", a-t-il ajouté.

Actuellement, 40.000 nouveaux cas sont détectés quotidiennement.

Il témoignait, avec trois autres médecins des grands organismes de santé américains, devant les sénateurs.

Tous ont appelé les Américains, notamment les jeunes, à porter un masque et respecter la distanciation physique.

Témoin de l'aggravation de la situation, l'Etat de New York, qui fut longtemps l'épicentre de l'épidémie américaine mais voit depuis plusieurs semaines l'épidémie refluer, a doublé mardi le nombre d'Etats dont les visiteurs sont soumis à quarantaine, à 16 Etats représentant près de la moitié de la population américaine.

GRANDE-BRETAGNE

La mortalité revient à la normale au Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a vu sa mortalité revenir à la normale en juin, après avoir enregistré environ 65.000 décès de plus que la moyenne en trois mois de pandémie de nouveau coronavirus, selon des données publiées mardi par le Bureau national des statistiques (ONS).

Pays le plus touché en Europe, le Royaume-Uni a retrouvé un nombre total de morts, lié ou non au Covid-19, comparable à la moyenne des cinq dernières années durant la semaine s'achevant le 19 juin, avec

10.681 morts, dont 849 attribués au nouveau coronavirus (7,9%), selon l'ONS. En Angleterre et au Pays de Galles, la mortalité était même inférieure de 0,7% à la moyenne (9.339 morts dont 783 liées au virus, le bilan le plus faible en 12 semaines) pour la première fois depuis la mi-mars. Mais si le nombre de décès a baissé dans les hôpitaux et les maisons de retraite, il est en hausse au sein de la population hors de ces institutions.

Dans ces deux régions, l'absence de surmortalité

s'explique par des décès non liés au nouveau coronavirus inférieurs à la moyenne, indique toutefois le statisticien David Spiegelhalter, de l'université de Cambridge, dans des propos relayés par le Science Media Centre.

La surmortalité est considérée par certains experts comme le meilleur outil de comparaison internationale. Elle permet en outre de mesurer les effets indirects de la maladie comme le manque de traitement des autres pathologies dû au confinement.

Concernant l'impact

direct du virus, l'ONS a fait état d'un bilan de la maladie Covid-19 plus lourd que celui des autorités sanitaires, avec près de 54.000 décès ayant pour cause suspectée ou avérée le nouveau coronavirus entre la mi-mars et le 19 juin.

Ces chiffres hebdomadaires diffèrent des bilans quotidiens du gouvernement, qui se limitent aux personnes testées positives.

Le dernier décompte officiel, publié mardi, était de 43.730 morts, ce qui fait du Royaume-Uni le pays le plus touché en Europe.

FRANCE

Le Sénat approuve la création d'une commission d'enquête sanitaire sur la gestion de la crise du coronavirus

Le Sénat français a annoncé mardi avoir adopté à l'unanimité la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire liée au coronavirus proposée par son président, Gérard Larcher (LR).

La commission d'enquête aura pour mission d'évaluer les politiques

publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire du COVID-19 et de sa gestion, explique le Sénat sur son site internet.

Pour Gérard Larcher, la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 a "montré que notre pays

n'était pas suffisamment préparé et que la remise en cause au fil des années des politiques d'anticipation nous avait laissés démunis".

Il juge de fait "essentiel de comprendre les causes de cette impréparation afin d'en tirer les leçons pour l'avenir".

TCHÉQUIE

Les Tchèques célèbrent "la fin de la crise" du virus autour d'un banquet géant

Un banquet géant sur une table de 500 mètres de long, recouverte d'une nappe blanche, installée sur le pont Charles dans la capitale tchèque: c'est ainsi que les Praguais étaient invités à fêter mardi la levée de la plupart des mesures mises en place contre le nouveau coronavirus. "Nous voulons célébrer la fin de la crise du coronavirus en rassemblant des gens qui montrent qu'ils n'ont plus peur de se rencontrer les uns les autres, d'accepter une bouchée du sandwich de son voisin", explique Ondrej Kobza, organisateur de l'événement et propriétaire d'un café. "La société ne doit pas avoir peur."

Sinon, nous aurons une crise économique, une dépression et cela fera encore plus mal que le Covid-19", ajoute-t-il. Apportant une fleur, de la nourriture ou de la boisson, les participants au dîner ont partagé leur repas joyeusement sur le pont du 14e siècle, symbole de la ville, et des orchestres improvisés ont joué et chanté autour de la table ornée de marguerites. "J'ai appris l'existence de cet événement sur Facebook et j'ai trouvé ça intéressant", raconte Galina Khomchenko-Krejčikova, une Russe vivant à Prague, et qui est venue avec un ami. "Je viens juste de sortir du travail donc je n'ai pas eu le temps de préparer quoi que ce soit, mais nous avons quand même apporté du vin et un peu de nourriture que nous avions à la maison", ajoute-t-elle. La République tchèque, qui compte 10,7 millions d'habitants, a levé la plupart des mesures prises contre la pandémie, avec quelque 12.000 cas recensés et moins de 350 morts. A partir du 1er juillet, les Tchèques ne seront plus obligés de porter de masques, sauf dans les hôpitaux, les maisons de retraite, le métro de Prague et deux districts dans le nord-est où le virus circule parmi des travailleurs des mines et leurs proches. A Prague néanmoins, le masque restera obligatoire pour les événements à l'intérieur rassemblant plus de 100 personnes.

GRIGNOTAGE COMMENT CONTRÔLER SES ENVIES DE MANGER ?

Pour désamorcer les compulsions et retrouver une relation saine avec la nourriture, il faut commencer par identifier les émotions responsables des grignotages. Le Dr Isabelle Huot, médecin nutritionniste, nous donne 12 astuces pour apprendre à ne pas craquer devant la première tablette de chocolat.

Réflexion blessante (colère), stress (fatigue), manque d'occupation (ennui) ou mauvaise nouvelle (anxiété), et voilà une cruelle envie de descendre une tablette de chocolat ou un paquet de cookies. Face à une émotion négative, on a en effet tendance à chercher du réconfort dans les aliments gras et sucrés. Ceux-ci entraînent une sensation d'apaisement, mais qui ne dure pas et qui peut même déboucher sur un sentiment de culpabilité, nouvelle émotion négative délétère... Un cercle vicieux dont on n'a pas toujours conscience. Jusqu'à ce que la balance nous signale qu'il y a quelque chose qui cloche.

"Une compulsions alimentaire, c'est un moment de perte de contrôle, où l'on mange sans faim réelle, plus que ce que l'on aurait souhaité", explique le Dr Isabelle Huot, médecin nutritionniste au Québec. Cela nous arrive à tous de temps en temps. Mais si ces dérèglements deviennent nombreux et récurrents, qu'on se sent incapable d'arrêter, l'accompagnement d'un spécialiste des troubles du comportement alimentaire peut être nécessaire. Avant d'en arriver là, il existe de nombreuses techniques pour ne plus "manger ses émotions". Prendre du recul, analyser son comportement alimentaire et comprendre les raisons de ces dérèglements, permet de mettre en place une stratégie pour les déjouer.

On arrête de s'imposer des restrictions

"Quand on s'interdit un aliment, une crème glacée par exemple, on développe une obsession pour celui-ci, on y pense tout le temps et on finit par craquer...", en grande quantité ! prévient le Dr Isabelle Huot. Là où on aurait pu se contenter de deux boules de glace en temps normal, c'est la moitié du pot qui y passe. Et pour peu que cela arrive après une restriction calorique, le corps va stocker davantage en prévision d'une prochaine "famine". Bref, pas de régime restrictif et pas d'aliment interdit car, insiste l'experte, ils mènent tous aux frustrations qui débouchent sur des dérèglements délétères.

On s'autorise même des petits plats gourmands

"Si vous avez très envie d'un gâteau au chocolat à midi et que vous vous l'interdisez, il y a fort à parier que vous vous vengerez sur une tablette de chocolat en rentrant le



soir", analyse la nutritionniste. Quand on a envie de quelque chose de gras et sucré, on fait le point sur ses sensations : est-ce une vraie faim ou une émotion qui on cherche à apaiser ? Les petits plaisirs sont permis dans le cadre d'une alimentation équilibrée. "Si on s'offre une part de gâteau au chocolat, on aura tout naturellement envie de choses plus légères au repas suivant", rassure la pro. Et le chocolat, du même coup, ne sera plus une "obsession".

On ne compte pas les calories

"Les restrictions ne permettent pas de perdre du poids sur le long terme. Il faut être connectée à ses sensations, manger quand on a faim et arrêter de manger quand on est rassasiée", explique le Dr Isabelle Huot. Pas simple pour celles qui sont habituées à suivre des régimes. La spécialiste conseille alors de tenir un journal alimentaire où l'on note sa faim sur une échelle de 1 à 10 avant et après avoir mangé, ainsi que ses sensations (ventre vide, trop plein pas agréable...). Cela permet de se reconnecter à son corps mais aussi de faire le point sur les émotions parasites.

On fait la paix avec son corps

"Arrêter de vous peser tous les jours, ne laissez pas les chiffres de la balance déterminer l'humeur de votre journée", enjoint le Dr Isabelle Huot. Car l'insatisfaction pousse aux restrictions qui, comme nous l'avons vu, débou-

chent sur des craquages. Note nutritionniste conseille de se peser seulement une fois par mois, en sachant que le poids varie naturellement de 1 à 2 kg à cause de la rétention d'eau. Celle-ci varie en fonction de la période hormonale et de la composition du repas. Si ce dernier est très salé, par exemple, ou riche en féculents, il entraîne une prise de poids car le sel retient l'eau, tout comme les glucides : 1 g d'eau environ 3 g d'eau pour stocker 1 g de glucides.

On compose des assiettes nutritionnellement équilibrées

Pas de liste d'ingrédients, pas de table de calories, on l'a dit, mais quelques repères sont nécessaires pour bien manger : "Les légumes (carotte, chou, haricot vert, poireau...) doivent représenter la moitié de l'assiette, soit l'équivalent de deux poignées. Les féculents (pâtes, riz, pommes de terre, lentilles...) un quart de l'assiette, soit un poing. Et les protéines (viande, œuf, poisson, tofu...) un quart également, soit une paume. Et on complète avec un fruit et un laitage", indique la nutritionniste. C'est la base qu'on doit suivre au quotidien, et grâce à laquelle on peut s'offrir des petits plats de temps en temps !

On mange en pleine conscience

Quand on se nourrit sous le coup des émotions, c'est souvent rapidement, sans réfléchir, sans savourer vraiment les aliments. Le meilleur moyen de déjouer cela, c'est de manger en pleine conscience.

c'est-à-dire en étant pleinement dans le moment présent, en analysant ses sensations : l'odeur et la vue appétissante d'un aliment, le bruit qu'il fait quand on le croque, son goût et sa texture en bouche... "Manger en pleine conscience permet d'améliorer sa relation avec les aliments et d'apprendre à respecter ses sensations de faim et de satiété", analyse la spécialiste. Pour prendre du recul face à une compulsions qu'on sent monter, ou lutter contre un stress, on se reporte aux exercices (astuces 11 et 12).

On identifie les émotions problématiques

"Trait un journal alimentaire dans lequel on note ses émotions avant de manger permet d'en prendre conscience et d'imaginer des moyens pour mieux les gérer, conseille la spécialiste. Si c'est de l'ennui, on passe un coup de téléphone à un proche ou on parle, on dit ce qui nous blesse. Si on ressent de l'anxiété, on prend un bain en écoutant une musique relaxante... Dans certains cas, les TTC (thérapies cognitives et comportementales) peuvent aider à modifier les pensées automatiques-délétères. Par exemple : "J'ai mangé du chocolat, je suis nul(le)" devient "J'ai droit à un aliment plaisir, si je le savoure lentement, en pleine conscience, cela évitera les crises".

On prévoit des collations rassasiantes

"Je recommande à certaines personnes, notamment celles qui ont tendance à trop contrôler leur alimentation dans la journée pour finir par craquer le soir, de faire des collations. Cela permet de ne pas avoir faim entre les repas, de rassurer son corps et de diminuer les compulsions", indique la nutritionniste. Pas n'importe quelles collations, bien sûr. Celles-ci doivent être composées d'aliments riches en fibres et en protéines qui rassasient, contrairement au sucre. Cela peut être un yaourt avec quelques figues séchées, une pomme et une poignée d'amandes, une tartinée de pain complet avec du fromage frais...

On mange suffisamment de féculents complets

Les féculents complets offrent un double avantage, ils assurent une satiété longue durée et augmentent le taux de sérotonine. "La sérotonine est un neurotransmetteur qui régule plu-

sieurs fonctions de l'organisme, dont l'humeur et l'appétit. Un taux bas favorise la déprime et les envies de sucre", explique le Dr Isabelle Huot. Donc, on prévoit à chaque repas, au choix, un peu de pain complet, lentilles, riz brun, pâtes complètes, sarrasin, quinoa...

On écarte les aliments déclencheurs de compulsions

Biscuits, pâtes à tartiner, viennoiseries, confiture, chips, crackers... Chacun ses sources de compulsions alimentaires. "Faites la liste des aliments problématiques, supprimez-les de vos placards le temps de reprendre confiance, puis réintroduisez-les quand vous êtes en société, chez des amis ou sur restaurant par exemple, conseille la pro. Quand vous vous sentez prête, vous pouvez les réintroduire à la maison, en veillant à les manger quand vous êtes véritablement en envie, et non pour calmer une émotion. De préférence en présence d'un proche en qui vous avez confiance."

Un exercice de pleine conscience auto-compulsion

Installez-vous dans un lieu que vous aimez et qui est paisible. Servez-vous une portion normale de votre aliment plaisir. Prenez le temps d'en apprécier la couleur et l'aspect visuel. Mettez-le en bouche et décrivez la texture de cet aliment. Savourez les différents arômes qui s'en dégagent. Un exercice de visualisation antistress. Choisissez un endroit relaxant dans lequel vous vous sentez en sécurité. Ça peut être une pièce imaginaire. Si l'exercice s'avère trop difficile, vous pouvez également choisir une couleur apaisante. Prenez une grande inspiration par le nez en gonflant le ventre, retenez votre respiration 3 secondes, puis expirez par la bouche. Et recommencez trois fois puis respirez doucement pendant le reste de l'exercice. Fermez les yeux et imaginez que vous arrivez dans le lieu où vous vous sentez en sécurité. Détaillez l'environnement selon vos critères. Fixez votre attention sur un élément apaisant et restez dans cet endroit pendant quelques minutes. Notez à quel point vous êtes bien et détendue. Centrez-vous sur votre respiration et savourez les yeux quand vous le souhaitez.

Vous grignotez ? C'est la faute à vos hormones !



Selon des chercheurs américains, le grignotage compulsif serait dû à une hormone : la GLP-1.

Une tranche de saucisson, un paquet de bonbons, une viennoiserie... Vous ne pouvez pas résister. Et hop, les calories superflues descendent directement dans les cuisses, les fesses et le ventre ! Mais une récente étude américaine publiée dans la revue scientifique *Cell Reports* vient de révéler que tout le monde n'est pas égal face au grignotage : en réalité, notre propension à « avoir les yeux plus gros que le ventre » serait due à une hormone.

Ainsi, les personnes qui ont un taux de glucagon-like peptide-1 (GLP-1, une hormone intestinale) plus bas que la moyenne seraient davantage tentées de grignoter au cours de la journée. Pour en arriver à cette conclusion, les chercheurs de la Rutgers University (États-Unis) ont testé leur hypothèse sur des souris. Verdict ? « Les souris qui avaient un déficit au niveau du GLP-1 mangeaient plus de calories que les autres et se tournaient plus facilement vers les aliments gras et sucrés », explique le Dr Vincent Mirabella, principal auteur de l'étude.

« La GLP-1 est censée envoyer les signaux de la satiété au cerveau. C'est donc elle qui régule l'appétit, ajoute-t-il. Par ailleurs, nous pensons que cette hormone pourrait aussi être liée à l'addiction aux drogues et aux stupéfiants. »

de l'équipe de la

POURQUOI DÎNER TARD N'EST PAS BON POUR LA SANTÉ

Obésité, diabète : une nouvelle étude révèle que manger avant de dormir est particulièrement néfaste. Alors faut-il dîner plus tôt ? Que dit la littérature scientifique ? Ce que l'on sait.

Les repas tardifs auraient des effets ravageurs sur notre métabolisme et favoriseraient la prise de poids. Voilà ce qu'a permis de constater une récente étude américaine publiée dans le *Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism*. Mais pourquoi, exactement ? Menée sur un petit échantillon (20 personnes) de 10 hommes et 10 femmes ayant pris des repas à 22 heures et 18 heures, l'étude révèle que pour un coucher à 23 h dans les deux cas de figure, le dîner le plus tardif fait grimper de 18% le pic de glucose et baisse de 10% la quantité de graisses brûlées. En clair : manger peu de temps avant d'aller au lit trop régulièrement mettrait sur la voie de l'obésité et du diabète. Chenjuan Gu, l'un des principaux chercheurs du projet, précise d'ailleurs que ces effets pourraient être « davantage prononcés sur des personnes souffrant déjà [de ces deux pathologies] ».

RESPECTER 3H ENTRE LE DÎNER ET LE COUCHER

En 2013 et 2014, deux études espagnoles démontrent déjà que plus les femmes mangent tôt dans la journée, plus elles brûlaient de calories. Trois ans plus tard, des scientifiques de l'université de Pennsylvanie allaient encore plus loin, dans un congrès SLEEP 2017 : « nous savions que le manque de sommeil affectait négativement le poids et le métabolisme, en partie à cause du grignotage nocturne. Mais ces découvertes nous permettent maintenant de mieux comprendre les bénéfices des repas pris plus tôt dans la journée », expliquait alors le Professeur Nanni Goel, avant de préciser que le fait de manger trop tard causait, au



dela de l'obésité et du diabète, une hausse du cholestérol, mais aussi « des problèmes cardiovasculaires et d'autres soucis de santé. »

Et ce n'est pas tout : les travaux de ces mêmes chercheurs, réalisés auprès de volontaires suivis du soir au matin, avaient également abouti à mieux comprendre l'impact hormonal : chez les participants qui mangeaient tôt, les sécrétions de ghréline (qui stimule l'appétit) et de leptine (l'hormone de la satiété), interviennent sur de meilleurs temps possibles. Rassasiés plus longtemps, ils résistaient donc mieux au grignotage entre les repas. Et selon le nutritionniste

Arnaud Cocaul, interrogé la même année par *Quest-France*, ils devaient équilibrer mieux dormir. la phase de digestion pouvant altérer le sommeil : « Au-delà de manger tôt, il faut surtout respecter au moins une heure et demie entre le dîner et le moment d'aller se coucher. Idéalement, il faudrait même respecter trois heures. »

PAS DE GRIGNOTAGE LE SOIR

Faut-il donc impérativement cesser d'ouvrir la bouche juste avant de fermer les yeux ? Pas pour tout le monde. Une étude publiée en 2014 avance par exemple qu'une petite collation avant le coucher pourrait empê-

cher certains diabétiques (de type 1) de se réveiller la nuit ou de manquer d'énergie le matin suite à une chute du taux de sucre dans le sang. Une autre étude, dévolue en 2015 par l'université de Floride, suggère de son côté qu'un repas riche en protéines avant de dormir renforcerait le métabolisme matinal des sportifs en réparant leurs muscles au cours de la nuit.

Bref, s'il est donc globalement déconseillé de dîner juste avant de se glisser sous la couette, tout dépend aussi de votre profil. Mais quoi qu'il arrive : évitez le grignotage intempestif dans le canapé !

MANGER LA NUIT EST MAUVAIS POUR LA MÉMOIRE

Les grignotages intempestifs pourraient affecter la mémoire et les facultés d'apprentissage. Envie de vous jeter sur le chocolat avant de vous mettre au lit ? Cette habitude pourrait à la longue causer du tort à votre mémoire. Selon des chercheurs de l'université de Californie, manger à des heures normalement consacrées au sommeil pourrait modifier la physiologie du cerveau. Ces « traquages » alimentaires pourraient entraîner une déficience des capacités d'apprentissage et de mémoire contrôlées par la zone cérébrale de l'hippocampe, expliquent les auteurs de l'étude parue dans la revue *eLife*.

L'expérience a été conduite sur des souris pendant deux semaines. Certaines ont été alimentées entre 21 h et 13 h, d'autres entre 9 heures du matin et 15 heures.

Si les deux groupes ont dormi autant, le groupe nourri la nuit entre 21 h et 15 h a présenté plus de réveils nocturnes. Leur rythme circadien, qui régule le cycle veille-sommeil, s'en est trouvé affecté, se répercutant sur les niveaux de certaines protéines dont une impliquée dans la



mémoire et l'apprentissage. Ce constat a été vérifié à l'occasion de tests de mémoire auxquels les souris « déréglées » se sont révélées moins performantes que les souris alimentées le jour. Pour les chercheurs, cette étude prouve que l'heure des repas peut affecter la mémoire et les facultés intellectuelles. Reste à démontrer ces

résultats sur des humains. S'ils sont avérés, cela soulignerait l'importance accrue d'une bonne hygiène alimentaire quand on est soumis à des horaires décalés, pour les travailleurs de nuit par exemple. Il a déjà été établi que ces derniers sont plus exposés au risque de diabète et d'obésité.

SOUDAN

Des dizaines de milliers de manifestants réclament des réformes

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté mardi à Khartoum et dans d'autres villes du Soudan pour réclamer des réformes et que justice soit faite pour les manifestants tués lors du mouvement populaire de 2019, ont rapporté des médias.

Ces manifestations ont lieu malgré un couvre-feu en vigueur de 15H00 à 06H00 locales (13H00 à 04H00 GMT) sur l'ensemble du territoire soudanais pour limiter la propagation du nouveau coronavirus.

En avril 2019 et après trois décennies au pouvoir, l'ancien président Omar el-Béchir a été destitué par l'armée et arrêté sous la pression du mouvement de contestation inédit qui a duré plus de six mois.

Selon un comité de médecins lié au mouvement, 246 manifestants ont été tués dans la répression, dont une centaine dans la dispersion brutale d'un sit-in devant le QG de l'armée à Khartoum en juin 2019.

Mardi, les Soudanais ont manifesté en masse en scandant "Paix", "Justice" et en appelant à "punir" les coupables de la répression, selon des témoins et des médias dans la capitale Khartoum.

De Dongola, à 600 km au nord de la capitale, à Nyala, au Darfour (ouest), en passant par Khartoum et Omdourman, sa ville jumelle, les manifestants ont brandi des drapeaux soudanais et réclamé la réalisation des revendications de la "révolution" -meilleures conditions de vie et un pouvoir civil notamment - qui se font entendre.

"Le sang des martyrs est notre sang", pouvait-on lire sur les pancartes à Nyala.

À Khartoum, un important dispositif de sécurité a été déployé et le centre-ville a été bloqué avec des fils barbelés et des véhicules des forces de sécurité.

À l'origine des manifestations, l'Association des professionnels du Soudan, qui fut le fer de lance de la contestation, ainsi que des partis politiques et des familles de victimes.

Ensemble, ils ont appelé à une "marche du million" pour marquer l'anniversaire d'une manifestation massive il y a un an pour réclamer un pouvoir civil et dénoncer la répression.

Depuis août 2019, le Soudan est doté d'un gouvernement de transition formé de technocrates, à la suite d'un accord de partage du pouvoir conclu entre l'armée et les principales figures de l'opposition.

Ce gouvernement chargé d'assurer la transition vers un régime civil, fait face à plusieurs défis dont une économie désastreuse héritée de l'ancien régime.

Il négocie en outre avec plusieurs groupes rebelles, notamment ceux du Darfour, pour parvenir à des accords de paix après des années de conflits meurtriers.

SÉNÉGAL

Le bracelet électronique comme alternative à la prison

Le Sénégal devrait recourir avant la fin de l'année au bracelet électronique comme alternative à la détention pour désengorger ses prisons, après l'adoption d'un texte en ce sens par le Parlement, a indiqué mardi un responsable du ministère de la Justice.

Les députés ont approuvé le texte lundi, a-t-on appris de sources parlementaires. Le gouvernement avait donné son feu vert en mai. La loi doit à présent être promulguée par le président.

Aucune date n'a été communiquée. Mais l'application est prévue "dans les six mois", a dit un responsable du ministère.

Les personnes condamnées pour "viol, pédophilie et trafic de drogue" sont exclues du champ d'application, a-t-il précisé.

SAHARA OCCIDENTAL

Comment la France a entravé la mission de surveillance des droits de l'Homme

Une étude universitaire européenne a révélé comment la France a empêché l'élargissement du mandat de la Mission onusienne (Minurso) à la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé, au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans cette étude, le professeur de droit international public à l'université espagnole de Cadix, Juan Domingo Torrejon Rodriguez, a souligné le rôle de la France au sein du Conseil de sécurité "pour entraver les efforts internationaux visant à doter la Minurso de la mission de surveillance des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental". Et "afin que la Minurso ne s'acquitte pas de sa tâche de surveillance des violations marocaines des droits de l'homme au Sahara occidental, a-t-il souligné, le Maroc, avec le soutien de la France, a tenté de persuader les Etats membres du Conseil de sécurité de ne pas voter en faveur de la prolongation du mandat de la Minurso et de son élargissement pour surveiller les droits de l'homme".



L'étude, préparée par le Journal of International Studies for the Mediterranean, a conclu que "la Mission des

Nations Unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) est la seule mission des Na-

tions Unies en Afrique et dans le monde qui n'a pas de mandat explicite pour la surveillance des droits de l'homme".

COVID-19

Le nombre de cas en Afrique du Sud dépasse 150.000

Le nombre total de cas confirmés de COVID-19 en Afrique du Sud a atteint 151.209, avec 6.945 nouveaux cas signalés au cours des dernières 24 heures, a déclaré mardi le ministre sud-africain de la Santé Zweli Mkhize. Depuis lundi, 128 décès supplémentaires dus à la pandémie de COVID-19 ont été enregistrés, portant le nombre de décès à 2.657, a indiqué le ministre dans son rapport quotidien. Le taux de mortalité s'élève à 1,8%, tandis que le nombre de guérisons totalise 73.543, ce qui se traduit par un taux de 48,6%, selon M. Mkhize.

Plus tôt dans la journée, le ministre a exhorté les Sud-Africains à se préparer à une hausse continue des cas confirmés et des décès. Cela signifie qu'un nouveau confinement dur "peut devenir nécessaire" pour freiner la pandémie, a-t-il dit sur les ondes de Talk Radio 702.

"J'aimerais pouvoir dire le contraire. Nous avons averti qu'une inflation des cas arriverait, (surtout) pendant les mois d'hiver. J'ai bien peur que les chiffres ne soient en train d'augmenter : il faut que les gens soient vigilants et prennent toutes les précautions nécessaires pour essayer de se protéger", a expliqué M. Mkhize. Il s'est dit particulièrement préoccupé par la province du Gauteng, qui a connu une augmentation rapide du nombre de cas confirmés et de décès liés au COVID-19 ces derniers jours.

Depuis le 1er mai, l'Afrique du Sud a progressivement assoupli ses restric-



tions, passant du niveau 5 au niveau 3, après un confinement dur de cinq semaines appliqué le 27 mars.

Mardi, le Gauteng a enregistré 42.881 cas confirmés de COVID-19 et 216 décès, juste après le Cap-Occidental, l'épicentre de l'épidémie, qui a signalé pour sa part 62.481 cas et 1.859 décès.

EGYPTE

Deux terroristes "extrêmement dangereux" tués dans le Sinaï Nord

Au moins deux terroristes "extrêmement dangereux" ont été tués par la police égyptienne dans le gouvernorat du Sinaï Nord, a déclaré mardi le ministère

égyptien de l'Intérieur. "Les deux terroristes essayaient de rassembler des informations sur les points de contrôle dans la région de Galbana du Sinaï Nord", a

précisé le ministère dans un communiqué. Ils ont ouvert le feu sur les policiers qui s'approchaient d'eux, et deux fusils automatiques, des munitions et une arme dont les

terroristes étaient en possession ont été saisis, selon le communiqué.

"Les terroristes exploieraient la région afin d'y préparer des attaques contre l'armée et la police à l'occasion du septième anniversaire du soulèvement du 30 juin" qui a chassé le défunt président Mohamed Morsi, a noté le ministère.

Depuis 2013, l'Egypte est en proie à des attaques terroristes, dont la plupart ont été revendiquées par une branche du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech/ED) dans le Sinaï Nord.

En réponse, l'Egypte s'est engagée dans une opération massive depuis février 2018 pour déraciner le terrorisme dans le Sinaï Nord, tuant au moins 1.000 terroristes.

APS

PALESTINE 40 femmes politiques internationales appellent au rejet du plan d'annexion israélien

Une quarantaine de femmes politiques internationales ont mis en garde, mercredi, contre les "conséquences désastreuses" du plan israélien d'annexion de territoires de Cisjordanie occupée, appelant à une action internationale "ferme" pour "empêcher des actions unilatérales illégales".

"Une telle mesure détruirait un demi-siècle d'efforts pour la paix dans la région et aura des conséquences considérables", préviennent les signataires de ce texte, parmi lesquelles l'ex-présidente suisse Micheline Calmy-Rey, l'ancienne ministre de la Justice française Christiane Taubira, l'avocate iranienne et lauréate du prix Nobel de la paix Shirin Ebadi ou l'ancienne ministre sud-africaine Barbara Hogan. "Nous avons reçu des appels urgents de la part de femmes palestiniennes (...) nous devons être guidés par l'humanité et la résolution des femmes courageuses qui ont grandement souffert du conflit...", ont-elles ajouté. "Leurs mots représentent le futur dont la région a besoin", écrivent-elles dans ce texte envoyé aux médias. "L'annexion ne peut pas res ter sans réponse et un engagement international ferme est plus que jamais nécessaire, et cela passe par des mesures efficaces pour empêcher des actions unilatérales illégales et parvenir à une paix juste et durable", ajoutent-elles.



La Haute Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, avait jugé illégal le projet israélien d'annexion de parties de la Cisjordanie occupée, en soulignant que "ses ondes de choc dureront des décennies". "L'annexion est illégale. Point final", a affirmé Michelle Bachelet dans une déclaration écrite. "Toute annexion. Qu'il s'agisse de 30% de la Cisjordanie occupée "ou de 5%", a-

t-elle ajouté, appelant "Israël à écouter es nombreuses voix dans le monde, l'avertissant de ne pas poursuivre sur cette voie dangereuse". Dans le même ordre d'idée, Mme Bachelet a rappelé que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres avait appelé le gouvernement de l'occupation israélienne à "abandonner ses projets". Cette annexion "nuira gravement à la perspective d'une solution à deux Etats,

réduira les possibilités de prise des négociations, et perpétuera les graves violations des droits humains et du droit humanitaire international dont nous sommes témoins aujourd'hui", a-t-elle poursuivi. Plus de 2,8 millions de Palestiniens vivent aujourd'hui en Cisjordanie, où habitent également plus de 450.000 Israéliens dans des colonies illégales en vertu du droit international.

La Roumanie confirme sa position ferme sur la question palestinienne

Le ministre roumain des Affaires étrangères, Bogdan Orescu, a affirmé mardi à son homologue palestinien Riyad Al-Maliki, la position ferme de son pays concernant la question palestinienne conformément à la légitimité internationale et le droit international, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Lors d'une conversation téléphonique avec le ministre des Affaires étrangères palestinien, Riyad Al-Maliki, M. Orescu a confirmé "l'importance de reprendre les négociations entre les parties palestinienne et israélienne sur la base de la légitimité internationale, le rejet de toute mesure unilatérale et la nécessité de respecter le droit international", selon Wafa.

Il a espéré que l'Union européenne "jouera un rôle actif pour persuader les deux parties de revenir à la table des négociations", indiquant que son pays "est prêt à faciliter la demande, évoquant la position romaine, qui refuse de transférer l'ambassade de son pays" à El Qods occupée, soulignant "la position ferme exprimée par le président roumain sur cette question".

De son côté, M. Al-Maliki a remercié son homologue roumain pour sa position lors de la récente réunion ministérielle européenne avec le secrétaire d'Etat américain, s'exprimant au nom des pays européens en rejetant l'annexion et les mesures unilatérales, ainsi que la nécessité d'adhérer à la légalité internationale, au droit international et de les respecter afin de parvenir à la paix dans la région du Moyen-Orient.

Il a également remercié son homologue pour le soutien financier de la Roumanie à l'UNRWA et la poursuite de l'octroi de bourses aux étudiants palestiniens.



USA

La Maison Blanche assure que Trump lit les notes qu'il reçoit

Le président américain Donald Trump lit les notes qui lui sont transmises par les services de renseignement, a assuré mardi la Maison Blanche en réponse aux interrogations sur son attitude dans une affaire impliquant la Russie.

Selon le New York Times, le renseignement américain a acquis la conviction que Moscou a distribué des primes à des insurgés pour tuer des soldats américains en Afghanistan.

Or ces éléments figuraient dans un note écrite transmise au président fin février, selon le quotidien.

La Maison Blanche martèle depuis plusieurs jours que le président n'a pas été briefé sur cette affaire, soulevant des questions sur son degré d'im-

plication dans ces dossiers sensibles et sur l'attention qu'il accorde aux documents confidentiels qui lui sont transmis. "Le président lit", a assuré Kayleigh McEnany, porte-parole de Donald Trump lors de son point de presse.

"Il est en permanence informé et briefé sur les questions de renseignement", a-t-elle ajouté.

"Le président est la personne la mieux informée de la planète Terre concernant les menaces auxquelles nous sommes confrontés", a-t-elle encore dit.

La Maison Blanche affirme qu'il n'existe pas de consensus sur cette affaire au sein de la communauté du renseignement. Les dirigeants démocrates du Congrès ont eux-



mandé à la directrice de la CIA, Gina Haspel et au directeur du renseignement américain (DNI), John Ratcliffe qu'ils informent au plus vite tous les membres de la Chambre et du Sénat sur ce dossier. "Nous devons savoir si le président Trump a été informé

et si oui, quand", a estimé Chuck Schumer, chef de la minorité démocrate du Sénat. Avec Donald Trump, "tous les chemins mènent à Poutine", a de son côté lancé la présidente démocrate de la Chambre des représentants Nancy Pelosi.

APS

ONU-AFGHANISTAN Le Conseil de sécurité de l'ONU encourage des pourparlers entre le gouvernement afghan et les talibans

Le Conseil de sécurité de l'ONU a encouragé mardi le gouvernement afghan et les talibans à œuvrer pour une ouverture rapide des négociations de paix.

Dans un communiqué de presse, les membres du Conseil de sécurité ont salué les mesures prises jusqu'ici par les deux parties pour faire progresser les négociations inter-afghanes, surtout la mise en œuvre partielle des accords de libération des prisonniers, facilités par des pourparlers directs.

Les membres du Conseil ont appelé à la libération rapide d'autres prisonniers dans les jours à venir et à des efforts visant à réduire les violences afin d'encourager une ouverture rapide des négociations inter-afghanes.

Ils ont salué l'accord politique entre le président afghan Mohammad Ashraf Ghani et son rival politique Abdullah Abdullah, qui a permis de mettre fin à l'impasse politique ayant débuté après l'élection présidentielle de 2019, et ont exprimé leur espoir que cela ouvrira la voie à des pourparlers inter-afghans en temps opportun.

Les membres du Conseil ont exprimé leur inquiétude face à la récente augmentation de la violence, qui continue de coûter la vie à des civils innocents.

En outre, ils ont souligné que toute attaque visant des civils, des hôpitaux, du personnel et des installations médicales et humanitaires est inacceptable et que les auteurs doivent en être tenus pour responsables.

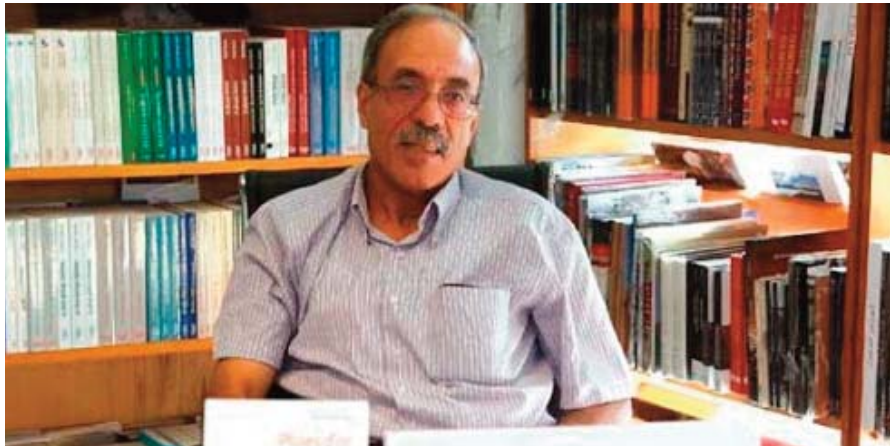
De même, ils ont exprimé leurs vives préoccupations quant à la présence de l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (EI/Daech) et d'autres groupes terroristes internationaux en Afghanistan ainsi que vis-à-vis de l'augmentation significative de la culture, de la production, du commerce et du trafic de drogues illicites dans le pays.

Ils ont accueilli favorablement les efforts des partenaires et des organisations régionales et internationales pour promouvoir la connectivité régionale, le développement et la reconstruction en Afghanistan, ce qui est essentiel pour garantir la stabilité et le développement économique du pays.

SOUTIEN AUX ARTS ET LETTRES

Installation des nouveaux membres du CNAL

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a procédé mardi à Alger à l'installation des nouveaux membres du Conseil national des Arts et des lettres (CNAL) qui sera présidé par Mohamed Sari.



Le Conseil dont les membres ont été partiellement remplacés est composé de 13 membres, dont des représentants du ministère du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, des écrivains, des comédiens et des artistes.

Parmi les nouveaux membres installés au sein de cette instance consultative placée sous la tutelle

du ministère de la Culture et des arts, figurent les noms de Nabila Rezaïg et Djamel Chalal en tant que vice-présidents en sus du metteur en scène Ziani Cherif Ayad, la chorégraphe Khadija Kemiri, le plasticien Zoubir Hellal et le journaliste Youcef Sayah.

S'exprimant à cette occasion, la ministre a félicité

Mohamed Sari, reconduit à la tête du CNAL, avant de souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres.

De son côté, M. Sari a indiqué que cette instance consultative était "un partenaire dans la description et la compréhension de la situation des artistes et leur droit à l'obtention de la carte d'artiste" mais constitue également, une

force de proposition. Le même responsable a rassuré que "le travail commence aujourd'hui pour remettre les affaires du CNAL à l'ordre" afin qu'il soit à la hauteur de la confiance placée en ses membres. En marge de cette cérémonie d'installation, la ministre s'est enquis de la situation de la Bibliothèque nationale (BN) où elle a visité les différents pavillons. Créé en 2011 en vertu d'un décret exécutif, le CNAL se compose de 13 membres sélectionnés parmi les personnalités nationales actives dans le domaine des arts et des lettres.

GB-MUSÉES

Les musées britanniques s'appêtent à rouvrir leurs portes

La National Gallery et la Tate, qui figurent parmi les musées britanniques les plus réputés, ont annoncé mardi la réouverture de leurs portes respectivement les 8 et 27 juillet, sur réservation préalable, après plus de trois mois de fermeture en raison du coronavirus.

Pays le plus durement touché en Europe par la pandémie avec plus de 43.000 morts, le Royaume-Uni aborde samedi une nouvelle étape majeure pour sortir du confinement instauré fin mars pour lutter contre la propagation du virus, avec la réouverture des pubs, restaurants et musées. Il faudra cependant attendre quelques jours de plus pour retourner dans les grandes institutions de Londres.

Premier grand musée britannique à rouvrir ses portes, la National Gallery de Londres accueillera à partir de mercredi les visiteurs avec des mesures pour assurer leur sécurité, en profitant de l'expérience des musées européens et américains qui ont déjà pu rouvrir, a annoncé mardi le musée dans un communiqué.

Les visiteurs qui viendront découvrir les expositions Titien ou Nicolaes Maes pourront profiter des œuvres dans les effluves de gel hydro alcoolique, dont des distributeurs ont été installés à intervalles réguliers dans le bâtiment.

Des parcours de visite ont été créés et le musée recommande aux visiteurs de porter un masque.

Le musée, qui a accueilli 5,7 millions de visiteurs en 2018 selon l'organisme du secteur, a également installé des filtres plus efficaces dans le système de climatisation, précise-t-il.

La Tate Modern, qui a accueilli près de 5,9 millions de visiteurs en 2018, rouvrira le 27 juillet, comme les autres musées de la Tate.

A Londres, la Tate Modern accueille une rétrospective Andy Warhol, la Tate Britain une installation de l'artiste britannique Steve McQueen.

Là aussi, les places devront être réservées à l'avance. Le Royaume-Uni a mis en place une quarantaine obligatoire de 14 jours pour les personnes arrivant sur son sol pour éviter l'importation de nouveaux cas, mais le gouvernement doit publier prochainement une liste de pays dont les ressortissants seront exemptés.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Mila

Daïra de sidi Merouane

Commune de sidi Merouane

N° : 1779/2020

MISE EN DEMEURE N°02

Le P/APC de la commune de Sidi Merouane

- Vu le marché N°10/2019 date le 31 décembre 2019, de la réalisation de projet : RENOVATION ET EXTENSION RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE MECHETA RAS ELBIR.
- Vu la correspondance du P/APC de sidi merouane N° 510/2020 date le 20 février 2020 pour signifier L'ODS N°21/2020 délivrée le 19 février 2020.
- Vu la correspondance du P/APC de sidi merouane N° 723/2020 date le 04 Mars 2020 pour le démarrage des travaux de projet RENOVATION ET EXTENSION RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE MECHETA RAS ELBIR.
- Vu la mise en demeure N°01 délivrée au journal compétition le: 10/06/2020 et au journal mesa araby le: 11/06/2020 et au BOMOP.

Mise en demeure N°02 délivrée à la société (SARL EQUITRAF), lot U.V N° 102 AIN EL BEY Constantine, pour les raisons suivantes :

Démarrage des travaux de projet RENOVATION ET EXTENSION RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE MECHETA RAS ELBIR, dans un délai de Huit (08) jours à compter de la première publication de la présente mise en demeure N°02 par la presse national et au BOMOP, en cas de dépasse de ce délai, sera prendre des procédures légales applicables.

USA-JUSTICE

Un juge new-yorkais bloque temporairement un livre-révélation sur la famille Trump

Un juge new-yorkais a temporairement bloqué mardi la publication d'un livre écrit par la nièce de Donald Trump, qui doit sortir le 28 juillet et s'annonce embarrassant pour le président trois mois avant la présidentielle.

Dans une décision de deux pages, le juge Hal Greenwald indique bloquer la publication du livre intitulé "Too Much and Never Enough: How My Family Created the World's Most Dangerous Man" ("Trop et jamais assez: comment ma famille a créé l'homme le plus dangereux du monde", en français), au moins jusqu'au 10 juillet.

Il invite les avocats de Mary Trump et de son éditeur Simon & Schuster à lui présenter d'ici cette date les raisons pour lesquelles le livre ne violerait pas un accord de confidentialité que la nièce avait accepté en lien avec l'héritage de Fred Trump, le père du président. Depuis l'an-

nonce de sa sortie par l'éditeur mi-juin, ce livre, censé braquer "une lumière crue sur la sombre histoire" de la famille Trump, fait l'objet d'une bataille juridique.

La semaine dernière, un frère du président, Robert Trump, avait saisi un tribunal spécialisé de New York pour empêcher la parution de l'ouvrage, mais celui-ci s'était déclaré incompetent pour résoudre le litige.

Via son avocat Charles Harder, Robert Trump s'est félicité du blocage annoncé mardi, et s'est dit décidé à se battre jusqu'au bout pour limiter "les énormes dégâts" causés par ce qui est pour lui une flagrante "rupture de contrat".

L'avocat de Mary Trump, Theodore Boutros, a lui immédiatement promis de faire appel.

Même si le blocage n'est que temporaire, "il viole directement le Premier amendement" de la Constitution américaine, qui pro-

tège la liberté d'expression, a-t-il estimé.

"Ce livre, sur des sujets d'un grand intérêt et d'importance pour l'opinion publique concernant un président en exercice lors d'une année électorale, ne devrait pas être censuré, ne serait-ce que pour un jour", a-t-il ajouté.

Mary Trump, psychologue de 55 ans, est la fille de Fred Trump Jr., frère aîné du milliardaire républicain décédé en 1981, à 42 ans, des suites d'alcoolisme.

Dans ce livre de 240 pages, elle raconte des événements dont elle a été témoin dans la maison de ses grands-parents à New York, où ont grandi Donald Trump et ses quatre frères et soeurs.

"Elle décrit un cauchemar fait de traumatismes, de relations destructrices, de relations tragiques de négligence et d'abus", assure sa maison d'édition Simon & Schuster.

CNAS-AGENCE D'ALGER Une campagne d'information sur la plateforme numérique "AraaCom"

L'Agence d'Alger de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) poursuit, à l'image de toutes les agences relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, la campagne d'information sur la plateforme numérique "AraaCom", jusqu'au 16 juillet prochain, a indiqué mardi un communiqué de la même instance.

Selon le même communiqué, cette campagne, lancée le 21 juin en cours au profit des citoyens et des usagers de l'agence, les invite à accéder à cette plateforme numérique via le lien <https://araacom.mtess.gov.dz> afin d'exprimer leurs avis sur les différentes questions liées aux activités du secteur.

L'Agence CNAS d'Alger a mis tous les moyens nécessaires au niveau de toutes ses structures, à l'effet d'informer les assurés sociaux de cette application, note le communiqué. Ainsi, un nouveau espace d'accueil doté d'un micro-ordinateur est réservé aux citoyens au niveau de l'Agence dans l'objectif de faire valoir les avantages de cette nouvelle plateforme. La



plateforme "AraaCom" vise l'amélioration des prestations des caisses de tut elle, en prenant en considération l'avis des citoyens et leurs doléances en matière de sécurité sociale, de même qu'elle permet aux responsables des caisses et aux experts en la matière de re-

cueillir les informations pour une analyse objective et performante permettant aux parties concernées de répondre efficacement aux préoccupations des citoyens, souligne la même source. La plateforme constitue un nouvel outil moderne et numérique,

lancée par le secteur, pour assurer une gestion méthodique et scientifique de ses structures, en établissant un lien direct avec le citoyen, afin de cristalliser une vision commune visant l'amélioration du Service public, conclut le communiqué.

INFORMATIONS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX L'ONU lance une campagne "Pause" pour mettre fin à la désinformation sur le coronavirus

Dans le cadre de son initiative appelée "Vérifié", l'ONU lance la campagne "Pause", qui invite les utilisateurs des réseaux sociaux à s'arrêter et à réfléchir à ce qu'ils vont partager, ce qui permet de mettre fin à la désinformation virale sur le coronavirus, indique mardi l'organisation sur son site.

Les Nations Unies demandent aux personnes de prendre la même distance par rapport aux rumeurs et aux fausses nouvelles sur les réseaux sociaux que celle qu'elles prennent physiquement pour ne pas attraper le virus.

C'est le dernier message de l'initiative "Vérifié" des Nations Unies, qui souhaite que chacun fasse une pause avant de partager des contenus chargés d'émotion et de fausses données sur les réseaux sociaux.

"L'une des façons dont la désinformation se répand est la façon dont les gens la partagent", a déclaré Melissa Fleming, responsable du Département des communications globales, à la veille du lancement de la campagne Pause, qui coïncide avec la Journée des médias sociaux. La campagne Pause contient des vidéos, des graphiques et des



gifs colorés qui mettent l'accent sur le partage de contenus de médias sociaux fiables, précis et scientifiques. Leur objectif est d'amener les gens à réfléchir à la désinformation et aux déclarations en noir et blanc qui sont souvent présentées de manière "plus facile à partager", mais que "les personnes qui communiquent de manière responsable et font confiance à la science ne feraient jamais parce qu'il faut communiquer les nuances", a déclaré Mme Fleming. La campagne bénéficie du soutien de la plupart des pays de l'ONU.

Sous l'impulsion de la Lettonie, quelque deux tiers des 193 Etats membres des Nations Unies ont publié une déclaration le 12 juin, soulignant la nécessité de lutter contre la prolifération de la

désinformation généralisée dans le cadre de la Covid-19.

"Nous sommes préoccupés par les dommages causés par la création et la circulation délibérée d'informations fausses ou manipulées liées à la pandémie. Nous appelons les pays à prendre des mesures qui, de manière objective et dans le respect de la liberté d'expression des citoyens, permettront de contrer la diffusion de ces informations erronées", indique la déclaration.

L'objectif est d'aider à stopper la diffusion d'informations inexactes sur la Covid-19 sur les réseaux sociaux, a déclaré Mme Fleming, qui a souligné que seules de s plateformes comme Facebook ou Twitter peuvent réellement arrêter la propagation virale de fausses nouvelles.

INFORMATIQUE

Microsoft veut former 25 millions de personnes dans le monde au numérique



Microsoft entend doter 25 millions de personnes d'ici la fin de l'année des compétences nécessaires pour trouver un emploi ou rester à la page dans un monde qui a accéléré sa transition numérique à cause de la pandémie de Covid-19.

"Alors que les sociétés rouvrent, il est clair que l'économie de juillet ne sera pas celle de janvier", relève Brad Smith, le président du géant informatique, en préambule d'un communiqué publié mardi.

L'initiative consiste en la mise à disposition d'outils d'information et de formation via les plateformes du groupe (dont LinkedIn et GitHub) et propose aussi d'obtenir des certifications attestant de la maîtrise des outils Microsoft (cloud Azure, suite Microsoft 365, etc.).

Les personnes qui peuvent prouver que leur emploi a été affecté par la pandémie bénéficieront de réductions substantielles.

Les données compilées sur le réseau professionnel LinkedIn sont censées aider les gouvernements et grandes organisations dans leur tâche, pour recréer les conditions d'un meilleur marché de l'emploi.

Elles ont déjà permis à Microsoft d'identifier 10 métiers très demandés depuis plusieurs années, nécessitant des compétences pouvant être acquises en ligne, comme développeur de logiciel, représentant commercial, chef de projet, technicien informatique, spécialiste en marketing numérique, analyste de données, analyste financier, graphiste...

"D'après (nos) calculs, le chômage mondial pourrait atteindre les 250 millions de personnes en 2020", déclare Brad Smith.

Le "Grand confinement" n'a fait qu'accélérer une tendance de fond, celle de l'automatisation et de la montée en puissance des technologies numériques et des données, comme l'intelligence artificielle ou le cloud (informatique à distance).

Sur les 5 prochaines années, la firme de Redmond anticipe la création potentielle de 149 millions de postes liés aux technologies, dont 98 millions dans le développement de logiciels.

Microsoft compte aussi donner 20 millions de dollars de subventions à des ONG dans le monde "qui aident ceux qui en ont le plus besoin", dont 5 millions consacrés spécifiquement à des associations fondées par et pour des communautés de personnes noires ou racisées.

USA

La Force de l'espace américaine aura son SpOC

La nouvelle force spatiale américaine a annoncé mardi sa nouvelle structure de fonctionnement, avec notamment un commandement opérationnel au nom digne de la série Star Trek: Space Operations Command ou, dans le jargon du Pentagone, SpOC.

"SpOC sera la source principale de forces et de capacités nécessaires aux commandements combattants, aux partenaires de coalitions, à l'état-major et au pays", a très sérieusement annoncé la Space Force dans un communiqué.

C'est la base aérienne de Peterson, dans le Colorado, qui abritera le quartier général de SpOC, précise le communiqué.

La Space Force aura aussi un commandement dédié à la formation, qui s'appellera Space Training and Readiness Command, ou STARCOM. Les unités opérationnelles s'appelleront des "deltas".

VOILE/COUPE DE L'AMERICA Team New Zealand dit être victime d'une escroquerie

L'équipe New Zealand, vainqueur de la dernière Coupe de l'America de voile qui remettra en jeu son titre à domicile en 2021, s'est défendu mercredi d'avoir fait des malversations, mais a dit être victime d'une escroquerie.

"Nous avons directement contacté la police en charge des fraudes, qui a travaillé minutieusement avec la police belge et Interpol. Nous avons pu récupérer une partie de l'argent", a expliqué le patron de l'équipe néo-zélandaise, Grant Dalton.

"Nous avons été victimes d'escrocs, nous ne savons pas qui ils sont, la police non plus", a-t-il poursuivi.

Selon le quotidien New Zealand Herald, Team New Zealand (TNZ) a été victime d'une arnaque en voulant payer un de ses fournisseurs en Europe et a perdu trace de l'argent transféré sur un compte en banque en Hongrie.

En Nouvelle-Zélande, où la voile est l'un des sports majeurs derrière le tout-puissant rugby, la situation de TNZ inquiète jusqu'au gouvernement, qui a lancé une enquête interne sur le fonctionnement du syndicat néo-zélandais.

Les autorités du pays ont pointé du doigt dans un document officiel "la mauvaise organisation structurelle et financière" de TNZ, ainsi que "sa réticence à partager les informations et sa gouvernance défaillante".

Un prêt de trois millions de dollars néo-zélandais (1,72 M EUR au cours actuel) accordé à l'équipe inquiète particulièrement le gouvernement, car son objet initial a depuis été requalifié.

Pour accueillir la prestigieuse épreuve de voile, du 6 au 21 mars 2021 à Auckland, le gouvernement néo-zélandais et les autorités locales ont déjà investi 250 millions de dollars néo-zélandais (près de 145 M EUR).

Team New Zealand s'est défendu dans un communiqué "catégoriquement de toute malversation".

L'équipe avait déjà été plongée dans la tempête mardi, quand elle avait annoncé avoir renvoyé plusieurs employés, soupçonnés d'espionnage au profit de défis étrangers.

NBA / WASHINGTON John Wall n'ira pas à Orlando

Le meneur des Wizards de Washington, John Wall, n'a pas été retenu dans l'effectif qui sera à Orlando pour la reprise de la NBA, a annoncé la franchise de la capitale américaine.

Selon les Wizards, Wall (29 ans), drafté en première position en 2010, n'a pas retrouvé un niveau de jeu suffisant.

Wall avait été opéré d'une rupture du tendon d'Achille gauche en février 2019 et a vu sa période de ré-athlétisation perturbée par la pandémie de coronavirus.

La NBA et la National Basketball Players Association (NBPA) ont annoncé vendredi avoir définitivement acté le plan de reprise de la saison, notamment en termes de protocoles de sécurité et de santé, qui aura finalement lieu à partir du 30 juillet à Disney World (Floride).

APS

ALGÉRIE L'AG électorale du COA se tiendra "dans les 15 jours à partir de la levée du confinement"

L'Assemblée générale (AG) électorale du Comité olympique et sportif algérien (COA) aura lieu "dans les 15 jours à partir de la levée du confinement par les autorités publiques", a indiqué l'instance olympique algérienne.

Le COA a fait cette annonce mardi soir, à l'issue d'une réunion de son comité exécutif, sous la présidence de Mohamed Meridja, pour examiner diverses questions dont celle relative à la tenue de l'AG électorale. L'instance olympique ne précise pas toutefois la date de son AG ordinaire pour l'approbation des bilans moral et financier 2019 et si cette dernière se déroulera avant ou après le rendez-vous électoral.

Evoquant la situation sanitaire liée à la pandémie de coronavirus (Covid-19) et les mesures complémentaires et de lutte contre la propagation du virus, le comité exécutif a réaffirmé "son respect des dispositions réglementaires fixées par le gouvernement, ainsi que des dispositions de ses statuts et de son règlement intérieur". Il est à rappeler qu'après la démission de Mustapha Berraf, la présidence par intérim du COA a été confiée, en application des



statuts de l'instance, à Mohamed Meridja qui se charge de la gestion des affaires courantes du Comité et de préparer les prochaines Assemblées générales ordinaire et électorale. Concernant les prochaines élections, le ministère de la Jeunesse et des Sports

avait saisi, le 9 juin dernier, l'ensemble des instances sportives algériennes leur annonçant qu'il est "formellement interdit de procéder à la moindre modification dans leurs règlements intérieurs à l'approche des assemblées générales électorales". Outre les ré-

glements intérieurs, le ministère avait également notifié aux fédérations l'interdiction de "modifier leurs systèmes de compétition, leurs règlements disciplinaires", ou même de "changer de poste aux cadres techniques" actifs en leur sein.

TAEKWONDO / ALGÉRIE Arrêt définitif de la saison sportive à cause du Coronavirus

Les membres du bureau exécutif de la Fédération algérienne de taekwondo (FAT), ont décidé de mettre fin à la saison sportive 2019-2020, en raison de la pandémie de Coronavirus (COVID-19), a-t-on appris mardi auprès de l'instance fédérale.

Dans une déclaration à l'APS, le secrétaire général de la FAT, Samir Mouaiana, a indiqué que "cette décision a été prise par le bureau fédéral en collaboration avec la commission médicale".

"Cette décision intervient pour préserver la santé de nos athlètes et éviter les risques de propagation du virus", a-t-il ajouté.

Avant la mise en place des mesures du confinement sanitaire la FAT avait organisé les Championnats nationaux des catégories seniors et juniors de la spécialité "kyorugi" (combat), alors que celle de "poomse" (kata) s'était déroulée en visioconférence. Concernant la prochaine saison, Mouaiana a fait savoir que l'instance fédérale va d'abord s'oc-



cuper du renouvellement des Ligues et du bureau fédérale pour le nouveau mandat olympique, avant de prendre une décision pour la reprise de l'activité sportive. Par ailleurs, le secrétaire général de la FAT a indiqué que l'Algérie s'apprête à organiser le Championnat maghrébin virtuel toutes catégories, du

1 au 15 juillet, avec la participation de 52 athlètes représentant cinq pays : Algérie, Tunisie, Maroc, Libye et Mauritanie. "Cette compétition virtuelle se déroulera à travers l'envoi de vidéos comportant les figures des participants, qui seront par la suite notées par la commission d'arbitrage", a-t-il expliqué.

ATHLÉTISME Blessé au pouce, le Français Lavillénie indisponible jusqu'à fin août

Le champion olympique 2012 du saut à la perche, Renaud Lavillénie, s'est fracturé un pouce à l'entraînement et sera indisponible jusqu'à fin août, a-t-il annoncé mercredi.

"Coup dur.

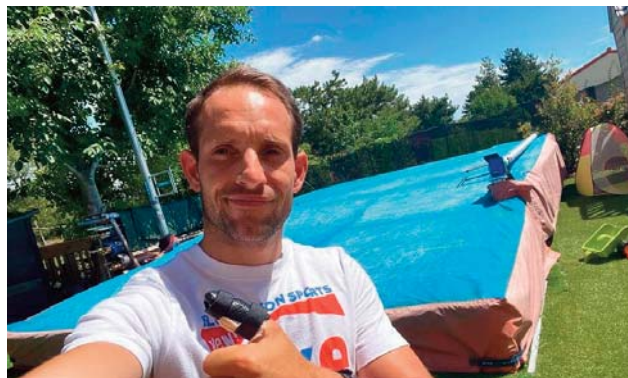
Suite à une perche cassée dans le jardin ce week-end, j'ai passé des examens qui ont révélé une fracture du pouce nécessitant une intervention chirurgicale qui aura lieu demain.

Six semaines d'immobilisation, j'ai bien l'intention de revenir sur les sautoirs fin août", a écrit le Français sur son compte Twitter.

Lavillénie (33 ans), qui a perdu cette année son record

du monde (6,16 m) au profit du prodige suédois Armand Duplantis (6,18 m), devait participer le 9 juillet au meeting de Zurich pour une nouvelle compétition à distance.

Suspendus en raison de la pandémie de coronavirus, les grands meetings d'athlétisme ne reprendront sous leur



forme classique qu'à partir du 14 août avec la réunion de

Monaco dans le cadre de la Ligue de diamant.

AFRIQUE (CORONAVIRUS) REPORT DE LA CAN-2021 Ahmad : «La santé est une priorité absolue»

Le président de la Confédération africaine de football (CAF) Ahmad Ahmad a expliqué le report de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun d'une année, par un souci exclusivement sanitaire, face à la pandémie de coronavirus (COVID-19), qualifiant de "sacrée" la mission de l'instance continentale de "protéger la santé de tout le monde".

"Les situations d'urgence se sont multipliées ces dernières semaines, la CAF a pris certaines décisions très importantes dans ce sens, dont le report de la CAN-2021 à janvier 2022.

La santé est une priorité absolue. Nous devons rester vigilants car le pic n'a pas encore été atteint dans certaines régions d'Afrique. Protéger les sportifs, les équipes, le public et même les médias est une mission sacrée de la CAF", a déclaré Ahmad Ahmad lors d'un point de presse tenu par visioconférence.

Le premier responsable de l'instance continentale s'exprimait à l'issue de la réunion du Bureau exécutif de la CAF, pour discuter notamment de l'impact du COVID-19 sur le football africain.

Tout en reconnaissant que la CAF "aura des pertes" provoquées par la pandémie, il a annoncé l'annulation de la Coupe d'Afrique des nations CHAN-2020 (dames) "pour être remplacée par la nouvelle Ligue des champions féminine en présence de 8 clubs". "Il s'agit d'une décision historique et un message fort envoyé aux femmes africaines. Nous sommes déterminés à avancer malgré le contexte difficile", a-t-il ajouté



"Le Cameroun a été consulté pour le report"

Le président de la CAF a poursuivi que le Cameroun a été consulté dans la décision de reporter la CAN-2021, alors que le pays devait également organiser le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020, reporté finalement à janvier 2021.

"J'avais annoncé que je ne prendrais aucune décision sans me référer à la partie prenante qui est le Cameroun.

J'ai instruit mon administration à travers le secrétaire général, pour consulter nos partenaires commerciaux et gouvernementaux. La partie camerounaise a été associée

entièrement à cette décision", a-t-il expliqué.

Concernant la suite des qualifications de la CAN-2021, interrompues après le déroulement de deux journées sur six, Ahmad Ahmad a indiqué qu'aucune décision n'a encore été prise dans ce sens.

"La CAF est une institution autonome, mais ça nécessite des consultations avec la Fédération internationale (Fifa), pour notamment caser, à des dates Fifa, les quatre matchs qui restent des qualifications de la CAN-2021".

Répondant à une question relative à la succession de deux CAN en l'espace d'une année (2022 et 2023), le président ne

semble pas inquiet outre mesure concernant notamment l'aspect organisationnel et son rapprochement avec le Mondial-2022, dont la phase finale aura lieu en hiver au Qatar (21 novembre - 18 décembre).

"Je ne peux trop spéculer dans la vie, mais on doit nous référer à la partie prenante, on verra ce que ça va donner : soit un report ou non, mais je suis très optimiste pour l'organisation du football africain, je ne sais pas à quelle date, mais le tournoi aura bel et bien lieu en 2023. Ce n'est pas la première fois que la CAF organise deux éditions de suite en une année, c'était le cas en 2012 et 2013", a-t-il conclu.

AFRIQUE (CORONAVIRUS) Le CHAN-2022 en Algérie ne sera pas reporté

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Ahmad Ahmad, a écarté mardi l'idée de reporter le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 en Algérie, suite au réaménagement apporté au calendrier, impacté par la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19). "Le CHAN-2022 est maintenu en Algérie, soyez-en sûr. Si Dieu le veut, il aura lieu en Algérie, la question du report n'est pas évoquée", a affirmé le premier res-

pensable de l'instance continentale, en réponse à une question de l'APS lors d'un point de presse organisé par visioconférence.

En raison de la pandémie de COVID-19, la CAF a annoncé mardi, à l'issue de la réunion de son Bureau exécutif, sa décision de reporter la CAN-2021, prévue initialement du 9 janvier au 6 février au Cameroun, à janvier 2022. Quant au CHAN-2020, qui devait se dérouler en

avril dernier au Cameroun, il se jouera finalement en janvier 2021, alors que la CAN-2020 féminine est annulée pour être remplacée par la nouvelle Ligue des champions féminine.

La CAF avait attribué en septembre 2018 à l'Algérie l'organisation du CHAN-2022, suite à la candidature déposée par la Fédération algérienne (FAF) au niveau de l'instance africaine en mai de la même année.

ALGÉRIE La FAF maintient sa position pour la reprise des compétitions

Le Bureau exécutif de la Fédération algérienne de football (FAF) a maintenu mardi sa position prise initialement pour la reprise de la saison footballistique 2019-2020, suspendue depuis le 16 mars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19), a appris l'APS auprès de l'instance fédérale.

Le Bureau fédéral, réuni mardi sous la présidence du patron de la FAF Kheireddine Zetchi, a "maintenu sa décision prise en avril dernier.

Seuls les pouvoirs publics décideront du retour aux activités sportives et footballistiques", selon la même source.

En attendant la levée totale du confinement et l'autorisation des rassemblements, il a été décidé de maintenir la feuille de route initialement établie par le BF le 30 avril der-

nier, qui consiste à poursuivre le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 sur une période de 8 semaines, après une période de préparation de 5 à 6 semaines, quelle que soit la date qui sera arrêtée par les pouvoirs publics.

S'ensuivra une phase de repos total d'au moins une semaine aux joueurs puis une autre active d'un mois qui amorce le début de la période d'entre gîstement.

Ce n'est qu'après cette phase que la nouvelle saison débutera à une date à arrêter ultérieurement.

La décision du BF intervient au lendemain de la dernière rencontre organisée par la Ligue de football professionnel (LFP) avec les clubs professionnels.

La majorité des pensionnaires de l'élite ont été un-



nimes à demander l'arrêt définitif de la saison en cours, arguant "l'intérêt général".

À l'issue d'une réunion avec les clubs du Centre, le président de la LFP, Abdelkrim Meddour, a assuré que "90% des présidents ont exprimé leur désaccord quant à la reprise de la compétition, à cause de la situation sanitaire difficile que traverse le pays". "Les responsables des clubs ont mis

en exergue l'impossibilité d'appliquer le protocole sanitaire exigé par le ministère de la Santé, soulignant que son instance va présenter un rapport détaillé au Bureau fédéral sur ce sujet". L'ensemble des compétitions et manifestations sportives sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier et ce jusqu'au 13 juillet en raison de la propagation du COVID-19.

AFRIQUE La conférence de presse d'Ahmad Ahmad en points

Points divers abordés mardi par le président de la Confédération africaine de football (CAF) Ahmad Ahmad, lors d'une conférence de presse tenue à distance, à l'issue de la réunion du Bureau exécutif :

- **CAF AWARDS** : Le président de l'instance continentale a annoncé l'annulation de la prochaine cérémonie des CAF Awards, dont le déroulement est programmé au début de chaque année, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus.

"La traditionnelle cérémonie de remise des trophées est malheureusement annulée, nous allons célébrer le football la prochaine fois sans COVID-19, j'espère", a-t-il indiqué.

- **COMPÉTITIONS INTERCLUBS** : En raison de la pandémie de COVID-19, Ahmad Ahmad a dévoilé une nouvelle formule pour boucler l'actuelle édition de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération.

"Ces deux épreuves seront bouclées probablement en septembre, avec le déroulement des demi-finales en un seul match, dans le pays initialement désigné pour abriter la finale : au stade Japoma de Douala (Cameroun) pour la Ligue des champions et au Complexe sportif Moulay-Abdallah de Rabat (Maroc) pour la Coupe de la Confédération, dans l'objectif de faciliter l'organisation.

Mais nous ne savons pas de quoi sera fait demain", a-t-il expliqué.

Cependant, sur le site officiel de la CAF, il a été mentionné que le lieu du "Final four" de la C1 reste à déterminer.

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE** : Le président de la CAF a annoncé le déroulement de la 42e Assemblée générale ordinaire de l'instance africaine à Addis-Abeba (Ethiopie) en décembre prochain, "si la situation sanitaire le permettra".

Quant à l'Assemblée électorale, elle aura lieu le 12 mars 2021, juste après la CAN-2020 des moins de 20 ans, qualificative au Mondial 2021 en Indonésie.

- **JEUNES** : Ahmad Ahmad a annoncé la décision de la CAF de maintenir les compétitions réservées aux jeunes, mais avec un léger réaménagement du calendrier, comme la CAN des U-17 reportée au mois de juillet 2021.

- **CAN-2022 FÉMININE** : Contrairement à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2020 féminine, annulée en raison de la pandémie de COVID-19 et remplacée par la nouvelle Ligue des champions féminine en 2021, l'édition 2022 de la CAN est maintenue et ne sera pas impactée par la pandémie.

La CAN-2022 sera qualificative au Mondial 2023, organisé conjointement par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE (FC BARCELONE) Messi atteint son 700e but

La star argentine du FC Barcelone, Lionel Messi, a inscrit, mardi soir, son 700e but en carrière professionnelle lors de la rencontre qui a opposé son équipe à l'Atlético Madrid, soldée par un nul (2-2), comptant pour la 33e journée de la Liga.

Messi a marqué 630 buts avec le Barça et 70 avec la sélection nationale argentine, toutes compétitions confondues. Avec ce record, la "Pulga" franchit des caps rarement atteints dans l'histoire du football, et rejoint des légendes comme les buteurs brésiliens Pelé et Romario, ou encore le Hongrois Ferenc Puskas.

Le capitaine de la Blaugrana domine cette saison le classement des meilleurs buteurs du championnat d'Espagne pour la 4e année consécutive, avec 22 buts en 28 matches, contre 17 en 31 rencontres pour son premier poursuivant, l'attaquant du Real Madrid, Karim Benzema.

Le Championnat chinois de football débutera le 25 juillet

Le Championnat chinois de football débutera le 25 juillet, avec cinq mois de retard en raison de l'épidémie de coronavirus, a annoncé mercredi la Fédération chinoise de football.

Pour des raisons sanitaires, les 16 équipes du championnat seront divisées en deux groupes et joueront seulement dans deux endroits, la cité portuaire de Dalian (nord-est) et la ville de Suzhou (est) près de Shanghai.

Leicester continuera à jouer ses matches dans son stade, malgré le reconfinement de la ville

Le club anglais de Leicester a annoncé mardi qu'il continuera à disputer dans son stade ses matches à domicile de Premier League, malgré le reconfinement de la ville ordonné par le gouvernement en raison d'une flambée de nouveaux cas de Covid-19.

"Le club a consulté (mardi) les autorités locales, son groupe de conseil sur la sécurité et la Premier League, après les annonces du gouvernement, lundi, concernant les mesures relatives au coronavirus à Leicester", écrivent les Foxes dans leur communiqué.

"Toutes les parties restent convaincues que, grâce à la mise en place de notre plan opérationnel contre le Covid, l'activité du club peut se poursuivre en toute sécurité avec le protocole actuel", ajoutent-ils.

"Par conséquent, les entraînements de l'équipe première continueront à avoir lieu à Belvoir Drive (le centre d'entraînement du club) et nos matches à venir en Premier League sont inchangés".

Actuellement 3e du championnat, Leicester lutte pour une place en Ligue des Champions la saison prochaine, talonné par Chelsea à un point et Wolverhampton à 4 longueurs.

Sur les sept rencontres qui il lui reste à disputer cette saison, trois doivent avoir lieu au King Power Stadium, contre Crystal Palace, Sheffield United et Manchester United. Lundi, le gouvernement britannique a annoncé un durcissement du confinement à Leicester, en raison d'une flambée d'infections au nouveau coronavirus, au moment où les restrictions vont être fortement assouplies partout ailleurs en Angleterre à partir de ce week-end.

APS

RUSSIE - KRYLIA SOVETOV SAMARA Zeffane blessé au niveau de l'ischio-jambier

Le défenseur international algérien de Krylia Sovetov Samara, Mehdi Zeffane, s'est blessé mercredi au niveau de l'ischio-jambier gauche, lors du match nul décroché sur la pelouse du Lokomotiv Moscou (1-1), dans le cadre de la 25e journée du championnat russe de football.

Incorporé d'entrée, le latéral droit de 28 ans a quitté ses coéquipiers peu avant la pause (40e). L'ancien Rennais a ressenti des douleurs au niveau de son ischio-jambier gauche.

Le joueur formé à l'Olympique lyonnais devra passer des examens médicaux pour connaître avec exactitude la nature de sa blessure.

En dépit de ce point décroché à l'extérieur, Krylia Sovetov Samara reste reléguable, occupant la 15e et avant-dernière place au classement avec 23 points, à une longueur du premier non-reléguable FC Akhmat Grozny, et ce à cinq journées de l'épilogue. Mehdi Zeffane, libre de tout engagement après la fin de son contrat avec le Stade Rennais (Ligue 1/France), s'était engagé en janvier dernier avec le club



russe jusqu'au 31 décembre 2021. Zeffane n'avait pas trouvé un point de chute depuis la fin de son bail avec le club breton en juin 2019 et avec lequel il avait rem-

porté la Coupe de France, suivie trois mois plus tard par la CAN-2019 décrochée avec l'équipe nationale en Egypte. Ayant débuté la CAN-2019 sur le banc, Zef-

fane a intégré l'Onze de départ depuis le match des quarts de finale face à la Côte d'Ivoire, suite à la blessure contractée par Youcef Atal au niveau de l'épaule.

Juan Miranda revient au FC Barcelone

L'arrière gauche espagnol Juan Miranda (20 ans), prêté cette saison à Schalke 04 (Div.1 allemande), va revenir à son club formateur le FC Barcelone, actuel 2e au classement de la Liga espagnole de football, a annoncé le Barça mercredi.

"Le FC Barcelone et Schalke 04 sont parvenus à un accord pour annuler la

deuxième saison de prêt du joueur Juan Miranda, qui reviendra au sein de la formation blaugrana dans les prochains jours", a indiqué le Barça dans un communiqué.

Le jeune défenseur andalou, né à Olivares (près de Séville, sud de l'Espagne), avait été prêté le 30 août dernier à Schalke 04 pour deux saisons.

Il a disputé 11 matches en Bundesliga, dont 9 comme titulaire (781 minutes au total).

Avant son prêt, Miranda avait disputé l'intégralité d'un match de Ligue des champions (contre Tottenham en décembre 2018) et trois matches de Coupe du Roi avec l'équipe première du Barça, durant la saison 2018-2019.

ALLEMAGNE

Kouassi officialise son engagement avec le Bayern Munich

Le défenseur central français du Paris SG (Ligue 1 française de football) Tanguy Kouassi (18 ans) a officialisé son engagement avec le Bayern Munich, sacré champion d'Allemagne, pour un contrat jusqu'en 2024.

"Selon nous, c'est l'un des plus grands talents en Europe.

Son poste de prédilection est défenseur central, mais il peut jouer à différents postes. Nous sommes cer-

tains qu'il aura une grande carrière à Munich et qu'il renforcera notre équipe", s'est réjoui le directeur sportif bavarois Hasan Salihamidzic.

Le départ de Kouassi est un coup dur pour le PSG, club dans lequel il évoluait depuis l'âge de 14 ans et qui n'est pas parvenu à le convaincre de signer un premier contrat professionnel.

"Ce n'était pas le moment de quitter le club, pas du

tout. On a eu confiance en lui, il a eu des minutes. C'était possible pour lui de jouer au milieu comme un 6, ou comme défenseur central. C'était vraiment un joueur clé.

Je ne peux pas comprendre, je suis triste, mais OK, c'est comme ça", avait commenté vendredi l'entraîneur allemand du PSG Thomas Tuchel.

Le jeune défenseur français est apparu da ns une

douzaine de rencontres cette saison avec le PSG, dont la moitié en Ligue 1. Tuchel l'a notamment titularisé en décembre 2019 contre Galatasaray (5-0) en phase de groupes de Ligue des champions. Au Bayern, la concurrence sera très relevée en défense centrale avec l'expérimenté Jérôme Boateng, le jeune et talentueux Niklas Süle et le champion du monde français Lucas Hernandez.

ANGLETERRE

Accord entre Manchester City et le Bayern pour Leroy Sané

Manchester City et le Bayern Munich ont trouvé un accord pour le transfert de l'ailier international allemand Leroy Sané, qui signerait pour cinq ans, annoncé mardi plusieurs médias britanniques et allemands.

Le flou règne en revanche sur le montant du transfert, la fourchette allant de 41 millions de livres (45 M EUR) selon The Guardian à 54,8 M GBP (60 M EUR) selon Sky Sports.

La BBC, généralement bien informée, parle elle de 44,7 M GBP (49 M EUR) pouvant être portés à 54,8 M GBP avec des bonus. Le quotidien allemand Bild confirme lui aussi l'accord, citant l'entourage de l'entraîneur du club manucien, Pep Guardiola, précisant que le montant du transfert serait

"d'un peu moins de 50 millions d'euros". Soit deux fois moins que les 100 millions d'euros, voire 120 millions d'euros, évoqués il y a un an lors de la première tentative des Munichois de recruter l'attaquant, finalement avortée après une blessure de Leroy Sané.

Le magazine sportif Kicker est plus prudent de son côté sur la finalisation du transfert, indiquant que le contrat n'est pas encore signé, mais indique que l'issue "est proche".

Il mentionne la même somme que Bild pour le montant, entre 40 et 50 millions d'euros.

Le joueur de 24 ans, grand espoir du football allemand, a connu une saison quasiment blanche en Angleterre. Grièvement blessé à un genou lors



du Community Shield en août, Sané a disputé ses 11 premières minutes de la saison en Premier League contre Burnley il y a huit jours, pour la 31e journée. La crise économique liée au Covid-19 est ensuite passée par là et a forcé la main des Citizens.

Jadon Sancho à Man Utd, ça coince...

Manchester United ne disposerait pas des moyens pour recruter Jadon Sancho (20 ans). Si l'on en croit les renseignements communiqués par Sky Sports, le club mancunien a fixé sa limite de dépense pour le transfert à 55 millions d'euros. Cela paraît très insuffisant pour convaincre le Borussia Dortmund de lâcher son joueur. La formation allemande attendrait pas moins de 130 millions pour céder son jeune crack. L'opération s'annonce donc compliquée à conclure. Pour rappel, Jadon Sancho a marqué 20 buts et délivré 19 passes décisives en 44 matchs, toutes compétitions confondues, cette saison.



SANÉ AU BAYERN MUNICH : C'EST BOUCLÉ

A en croire conjointement médias allemands et britanniques, le Bayern Munich serait parvenu à un accord avec Manchester City pour le transfert de Leroy Sané. Le milieu international allemand s'apprêterait à rejoindre la Bavière pour un peu moins de 50 M€.

Parti très tôt de Schalke 04, Leroy Sané (24 ans) va retrouver la Bundesliga. Alors que le dossier semblait s'être sérieusement refroidi il y a quelques jours, Manchester City et le Bayern Munich auraient poursuivi malgré tout les discussions et, à en croire communément les médias allemands et britanniques ce mercredi, les deux clubs seraient enfin parvenus à s'entendre, sur un montant légèrement inférieur à 50 millions d'euro (10 M€ de bonus). La BBC révèle même qu'un contrat de cinq ans attend au Bayern le milieu offensif international allemand des Citizens. Kicker confirme mercredi la somme avancée par son confrère (entre 40 et 50 M€). Toutefois, si la BBC assure que tout est déjà bouclé, le bi-hebdomadaire allemand, lui, indique que si l'affaire est en très bonne voie, Sané n'a en revanche toujours rien signé. Une belle prise cependant en perspective pour le club sacré champion d'Allemagne pour la trentième fois de son histoire le 16 juin dernier.

HAKIMI DÉBARQUE À L'INTER MILAN POUR 40M€ !

Le latéral international marocain Achraf Hakimi est arrivé à Milan pour y effectuer sa visite médicale avec l'Inter.

Achraf Hakimi, le latéral du Real Madrid prêté cette saison au Borussia Dortmund, a atterri à Milan ce mardi, où il subira des tests médicaux et signera le bail qui le liera à l'Inter pour les 5 prochaines saisons en cas de visite médicale concluante. Le club lombard devrait s'acquitter de la somme de 40 millions d'euros plus 5 de bonus pour entériner son recrutement. À l'Inter, l'international marocain va s'engager pour cinq ans et touchera un salaire culminant à cinq millions d'euros annuels. À noter que le Borussia Dortmund a tenté une approche pour Hakimi, mais les attentes pécuniaires du Real Madrid étaient trop élevées pour le club allemand, dont les finances ont été durement touchées par le Covid-19. Le BvB s'est d'ailleurs rabattu sur l'option Thomas Meunier, qui arrive gratuitement du PSG.

AS ROME : MKHITARYAN PROLONGE !

L'AS Rome s'est arrangé avec Arsenal pour prolonger le prêt d'Henrikh Mkhitaryan jusqu'à la fin de saison tandis qu'un accord préliminaire a été trouvé en vue de la saison prochaine.

Buteur à 6 reprises en 15 matchs de Serie A sous le maillot de la Roma, Henrikh Mkhitaryan réalise une saison plutôt positive après plusieurs années de galère en Angleterre. Titulaire à l'occasion des deux matchs de reprise du championnat, l'Arménien jouit d'une belle côte chez les Giallorossi qui ont obtenu la prolongation de son prêt jusqu'à la fin de la saison, comme annoncé dans un communiqué. Ravi de terminer la saison sous les couleurs de la Louve, l'ancien milieu offensif de Dortmund devrait même rester l'an prochain. La Roma a également annoncé qu'un accord préliminaire avait été trouvé avec Arsenal dans ce sens alors que le joueur est en fin de contrat avec les Gunners en juin 2021.



LE JOLI RECORD DE KUBO AVEC MAJORQUE !

Impressionnant depuis son arrivée avec Majorque, Takefusa Kubo a battu un record de précocité en offrant à 19 ans et 16 jours, deux passes décisives dans une même rencontre. Les supporters du Real Madrid peuvent déjà se frotter les mains ! En juin dernier, les dirigeants madrilènes s'offraient l'une des sensations du moment sur la planète football, le jeune international japonais (sept sélections) Takefusa Kubo. Malheureusement pour les curieux supporters de la Maison Blanche, ils n'ont que très peu pu constater le talent de leur joueur, prêté rapidement à Majorque. Pour autant, sous le maillot du promu, l'ancien du Tokyo FC n'a pas tardé à se mettre en valeur, enchaînant les très bonnes performances, comme ce soir face au Celta Vigo. Double passeur décisif lors de la large victoire des siens (5-1), il est entré dans l'histoire du championnat espagnol en devenant, à 19 ans et 26 jours, le plus jeune joueur étranger à réaliser cette performance, selon des statistiques Opta ! De quoi faire saliver les Madrilènes qui voient déjà en lui l'un des futurs grands joueurs de Santiago Bernabeu !



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TEL : 023.38.47.97/023.38.48.00»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TEL : 023.38.47.97/023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TEL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Djerad : «la loi sera appliquée avec "fermeté" contre quiconque incite au non-respect des mesures préventives»

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a souligné, mardi dans la wilaya de Tindouf, que les lois de la République seront appliquées avec "fermeté" contre ceux qui incitent au non-respect des mesures préventives contre la propagation du coronavirus.

"Il appartient à l'Etat d'adopter le moyen de coercition et d'appliquer avec fermeté les lois de la république (...) nous ne tolérons pas que des personnes malintentionnées cherchent à semer le chaos", a affirmé M. Djerad lors de l'inspection d'un centre médical à Tindouf dans le cadre de sa visite de travail dans cette région frontalière.

M. Djerad a soutenu que "des personnes, vivant hors de l'Algérie, incitent les jeunes à renoncer à la prévention et à la protection et à sortir sans masque sanitaire", avant de marteler que "la conscience et la responsabilité constituent la pierre angulaire dans tous les efforts conjugués pour la lutte contre la pandémie du Covid-19".

"Nous avons constaté, en dépit des efforts déployés par l'Etat et des moyens de sensibilisation qu'il existe deux catégories de citoyens. L'une a fait preuve de responsabilité dans la lutte contre cette pandémie et l'autre manifeste une indifférence et a contribué à la recrudescence de la pandémie notamment ces dernières semaines", a regretté le Premier ministre.

Après avoir déploré les décès par le Coronavirus, M. Djerad a déclaré que les personnes qui rejettent les mesures préventives, dont le port du masque sanitaire, sont indirectement responsables de l'augmentation des cas contaminés et même des décès par le coronavirus.

"La solidarité doit prévaloir en cette conjoncture pour nous protéger et prévenir les autres", a encore soutenu M. Djerad. Le Premier ministre a, par ailleurs, souligné que le gouvernement œuvre "sans relâche, en coordination avec le corps médical, le mouvement associatif et tous les responsables, à protéger l'Algérie", avant



de réitérer que "les cadres de la santé ont prouvé, aujourd'hui encore, que le pays dispose de toutes les compétences et ressources humaines capables de prémunir le citoyen de la pandémie et protéger la société de ses répercussions".

Le Premier ministre a, sur site, suivi un exposé sur le contrôle à l'entrée et à la sortie des citoyens de la région et la prise en charge des cas suspects du Covid-19, avant de se rendre à l'hôpital "Si El-Houas" où il a pris connaissance de la carte sanitaire de la région et de la situation épidémiologique afférente à la pandémie du Covid-19. M. Djerad a, à cette occasion, indiqué que la pandémie "est une épreuve pour l'humanité", et qu'il nous appartenait "d'en tirer un fort enseignement et de relever le défi".

"L'Etat a depuis l'apparition du Coronavirus, pris, sous la conduite du Président de la République, toutes les mesures nécessaires pour asseoir un dispositif et une gouvernance ayant permis de cerner la pandémie", a fait savoir le Premier Ministre, saluant le corps médical et paramédical qui s'est

mobilisé pour faire face à cette situation, de même que l'administration locale et les institutions de l'Etat et les corps de sécurité et constitués qui "s'y sont impliqués".

Il a mis à profit cette occasion pour rendre un grand hommage aux corps de sécurité, police et gendarmerie nationale, et à l'Armée nationale populaire (ANP), ayant conjugué leurs efforts et travaillé "main dans la main" sous le signe de "Khawa-Khawa" (fraternité).

Il a également salué tous les citoyens impliqués dans la lutte contre le Coronavirus, dont les associations de quartiers, les sapeurs-pompiers, les membres du Croissant rouge algérien qui ont "prouvé une cohésion sociale inébranlable", a-t-il dit. Il a, dans ce cadre, appelé les citoyens à faire preuve de responsabilité de se protéger et de protéger leurs concitoyens, car, a-t-il dit "il en incombe à chacun la responsabilité devant autrui et devant Dieu".

Le Premier ministre est accompagné, lors de sa visite à Tindouf, d'une importante délégation ministérielle.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE PARLEMENTARISME

Le président de l'APN réitère son appel en faveur du droit des peuples à la liberté et à l'indépendance

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, a réitéré mardi à Alger, son appel en faveur du droit des peuples à la liberté, à l'indépendance, à la paix et à la sécurité ainsi qu'à la priorisation de la solidarité humanitaire, notamment en matière de santé, a indiqué un communiqué de l'Assemblée. "En cette Journée internationale de parlementarisme, nous réitérons, notre appel pour le droit des peuples à la liberté, l'indépendance, la paix et la sécurité, la souveraineté, la vie décente et à la priorisation de la solidarité humanitaire, notamment en matière de santé, du droit au développement durable et de consolidation de la démocratie", a indiqué M. Chenine à l'occasion de la Journée internationale

de parlementarisme, célébrée le 30 juin de chaque année. L'APN poursuit ses missions législatives, diplomatique et de contrôle, en dépit de la conjoncture difficile imposée par la pandémie de Coronavirus, et ce dans l'objectif d'approfondir la démocratie, qui ne saurait être délaissée au prétexte de circonstances urgentes, a-t-il souligné. Affirmant être convaincu que "la contribution des parlementaires, en tant que représentants du peuple, est plus efficace dans de telles circonstances", M. Chenine a appelé à l'intensification et à la conjugaison des efforts pour répondre aux aspirations des citoyens et promouvoir les droits de l'Homme et ses libertés et consolider l'Etat de droit, prôné par le Hirak béni".

JUSTICE

Ali Haddad condamné à 18 ans de prison ferme, Ouyahia et Sellal à 12 ans de prison ferme

Le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, mercredi, l'homme d'affaires Ali Haddad à 18 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions DA, ainsi qu'une peine de 12 ans de prison ferme et une amende de 1 million DA à l'encontre des deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal. Ali Haddad et ses co-accusés sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation liés à la corruption dont l'obtention de privilèges, d'avantages et de marchés publics en violation de la législation, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts et corruption dans la conclusion de marchés publics.

Le Tribunal a également ordonné la confiscation de tous les biens des accusés dans l'affaire d'Ali Haddad dont les comptes bancaires ont été gelés, tandis que les cinq frères d'Ali Haddad (Reboub, Mohammed, Omar, Soufiane et Meziane) ont été condamnés à 4 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions DA chacun. Le Tribunal a décidé aussi l'extinction de l'action publique pour l'accusé Abdelmalek Sellal dans l'affaire de financement de la campagne électorale pour la Présidentielle d'avril 2019.

Les deux anciens ministres, Mehdiouj Bedda et Youcef Yousfi ont écopé de 2 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA chacun, tandis que l'ancien ministre, Abdelghani Zaalane a été condamné à 3 ans de pri-

son ferme. Le Tribunal a également condamné par contumace à 20 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million DA, l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb contre lequel un mandat d'arrêt international a été émis.

Il a prononcé, en outre, des peines de 10 ans de prison ferme assortis d'une amende d'un (1) million DA à l'encontre de l'ancien ministre Ammar Ghoul, une peine de 2 ans de prison ferme à l'encontre des anciens walis d'El Bayadh, Abdellah Benmansour et d'Annaba, Mohammed Selmani, de 5 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA à l'encontre de l'ancien ministre, Abdelkader Kadi et de 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA à l'encontre de Amara Benyoumes et Boudjemaa Talaï.

Le Tribunal a condamné les accusés à verser un montant de 135 milliards centimes au Trésor public à titre de réparation in solidum. Les directeurs généraux des entreprises portuaires de Béjaïa, Achour Djeloui, de Mostaghanem, Bouledjoudja Ryad et de Djendjen (Jijel), Houari Abdelmal ont été acquittés dans cette affaire.

Le procureur de la République près le Tribunal de Sidi M'hamed avait requis, le 24 juin dernier, des peines de 15 ans de prison ferme à l'encontre des deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal et de 18 ans contre Ali Haddad.

ANP - SORTIE DE PROMOTION

Batna : sortie de 7 promotions à l'Ecole supérieure de l'arme blindée

Sept (7) promotions sont sorties mardi à l'Ecole supérieure de l'arme blindée (ESAB) "Mohamed Kadri", dans la commune d'Oued Chaaba (Batna) au cours d'une cérémonie présidée par le commandant de la 5^{ème} région militaire (RM), le général major Noureddine Hamblil. Ces promotions, baptisées du nom du chahid "Essadek El Mehlat" sont la 1^{ère} promotion de sous-officiers d'aptitude militaire professionnelle 2^e degré, la 10^e d'officiers d'application spécialité reconnaissance, la 24^e d'officiers session d'application spécialité de blindés, la 26^e de sous-officiers d'aptitude militaire professionnelle 2^e degré, la 35^e promotion de sous-officiers de certificat militaire professionnel 2^e degré, la 48^e de sous-officiers d'aptitude militaire professionnelle 1^{er}

dégré et la 56^e d'officiers session maîtrise. Le commandant de l'école, le général major Mohamed Omar a affirmé dans son allocution que les promotions sortantes ont suivi une formation militaire scientifique, théorique et pratique adaptée aux plus modernes méthodes pédagogiques et aux changements opérés dans les divers domaines dans le cadre des objectifs et orientations de l'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP). En marge de la cérémonie, des portes ouvertes ont été lancées mettant en avant le matériel pédagogique moderne qui reflète le haut niveau de la formation dispensée par l'Ecole. Au terme de la cérémonie, la famille du chahid Essadek El Mehlat dont le nom a été donné aux promotions sortantes a été honorée.

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

29 personnes arrêtées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar

Vingt-neuf (29) personnes ont été arrêtées lundi à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), qui ont également saisi du matériel utilisé dans l'exploitation illégale de l'or, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont intercepté, le 29 juin 2020 à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire, 29 individus et saisi deux (2) camions, trois (3) véhicules tout-terrain, 18360 litres de carburant destinés à la contrebande, ainsi que 163 sacs de mélange de pierres et d'or brut, 13 groupes

électrogènes et 10 marteaux piqueurs servant dans les opérations illicites d'orpaillage", précise la même source. "Une quantité de (48) kilogrammes de kif traité a été saisie, en outre, près de la localité de Hassi Sidi M'hamed, commune de Sidi El-Djilali, wilaya de Tlemcen en 2^e Région militaire par des éléments de la Gendarmerie nationale", ajoute-t-on. A Tébessa et Batna en 5^e Région militaire, "trois (3) narcotrafiquants, en possession de 5822 comprimés psychotropes, ont été arrêtés par des éléments de la Gendarmerie nationale". Par ailleurs, une unité des Garde-côtes "a porté secours à dix (10) candidats à l'émigration clandestine qui étaient à bord d'une embarcation

de construction artisanale en naufrage, et ce, lors d'une opération de recherche et de sauvetage à 28 milles au nord de Chenoua, wilaya de Tipaza en 1^{ère} Région militaire". Les Garde-côtes "ont également déjoué, des tentatives d'émigration clandestine de 113 personnes, qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale, et ce, suite à des opérations distinctes à Chlef en 1^{ère} Région militaire, Annaba, Skikda et El-Kala en 5^e Région militaire, Oran et Tlemcen en 2^e Région militaire. De même, 28 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Ouargla en 4^e Région militaire", conclut le communiqué.